

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA GUERRE INTERNE AU PÉROU, 1980-2000

Violence de masses en Amérique latine

Document de travail inédit



Mariella Villasante Cervello

INSTITUTO DE DEMOCRACIA Y DERECHOS HUMANOS DE LA PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DEL PERÚ
(IDEHPUCP)

Version actualisée en juin 2015

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA GUERRE INTERNE AU PÉROU, 1980-2000

Mariella Villasante Cervello

Dr en anthropologie sociale (EHESS)

Chercheuse associée à IDEHPUCP

Introduction

I. LE CONTEXTE DE LA GUERRE CIVILE PÉRUVIENNE

II. LES PHASES DE LA GUERRE

LE DÉBUT DE LA GUERRE CIVILE (1980-1982) ET SA MILITARISATION (1982-1986)

1. De l'adhésion paysanne des débuts de la guerre
2. Les forces armées prennent le contrôle des zones insurgées : décembre 1982 à juin 1986
3. Le gouvernement d'Alan García : violence et récession
4. Les violences de masses entre décembre 1982 et juin 1986

L'EXPANSION DE LA VIOLENCE (JUIN 1986 À MARS 1989)

1. L'alliance entre le PCP-SL et les narcotrafiquants du Huallaga
2. Le MRTA ouvre un nouveau front à San Martín
3. Les forces armées changent de stratégie militaire : décembre 1989
4. Les milices civiles sont officialisées
5. La création du GEIN au sein de la DINCOTE
6. Les violences des masses : juin 1986 à mars 1989

LE NOUVEAU PIC DE VIOLENCE EXTRÊME ET LE DÉCLIN DE LA GUERRE (AVRIL 1989 À SEPTEMBRE 1992)

1. Une nouvelle stratégie militaire : rapprochement des civils et brutalité permanente
2. La première phase de la présidence de Fujimori : juillet 1990 à avril 1992
3. Les violences des masses : avril 1989 à septembre 1992
4. La capture de Guzmán marque un tournant de la guerre : septembre 1992

LES DERNIÈRES ANNÉES DE VIOLENCE (OCTOBRE 1992 À NOVEMBRE 2000)

1. La deuxième phase de la présidence de Fujimori : un gouvernement civilo-militaire
2. Les faits de violence et la fin de la guerre : octobre 1992 à novembre 2000

III. INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA GUERRE CIVILE

Réflexions finales

Tableaux 1 et 2

Bibliographie



Carte A : Pérou politique

Introduction

En mai 1980, un obscur Parti Communiste du Pérou-Sentier Lumineux [PCP-SL] lança une guerre contre l'État et la société. Il s'agissait d'instaurer un nouvel État, communiste, en détruisant le « vieil État semi-féodal » et toutes les formes de bourgeoisie. La guerre allait durer près de vingt ans et faire plus de 70 000 morts [sur un total de 17 millions de Péruviens], dont 75% dans la région de la Cordillère des Andes, à Ayacucho, Apurímac, Huancavelica en Amazonie centrale. Le chef historique du PCP-SL était Abimael Guzmán Reinoso, professeur de philosophie de l'Université de Huamanga (Ayacucho). Il lança son mouvement avec des militants locaux et 51 autres militants dans tout le pays. En 1990 ils étaient 23 406 militants dans le pays et 21 492 au Huallaga, en Amazonie du Nord (Rapport final de la CVR, 2003. IF, Tomo II : 26, 97).



Photo 1 : Abimael Guzmán (debout, second de droite) à l'Université de Huamanga, Ayacucho, années 1970
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

Cette rébellion de paysans et de citoyens pauvres, éduqués et majoritairement d'origine andine, doit être comprise comme étant la tentative la plus achevée et la plus longue de créer un État totalitaire (Arendt 1951) en Amérique latine, inspirée du communisme maoïste. Au Pérou, on mit très longtemps à comprendre de quoi il s'agissait, qui étaient ces militants radicalisés. Ils prônaient une révolution communiste avec la création d'une République populaire du Pérou.

Le cas de la violence péruvienne n'est pas aussi limpide que les autres cas des révolutions latino-américaines qui ont opposé des dictatures militaires à des opposants de gauche, comme au Brésil, au Chili ou en Argentine ; ce cas ne ressemble pas non plus aux guerres civiles qu'ont connu El Salvador, le Nicaragua ou le Guatemala. En fait le cas du Pérou se rapproche du cas de la Colombie. En effet,

dans les deux pays, les États et les nations sont faibles : de grandes parties du territoire ne sont pas contrôlées et sont devenues les refuges des narcotrafiquants. La corruption caractérise le fonctionnement de l'administration, des armées et de la société en général. Des mouvements d'insurgés qui avaient une idéologie dite « révolutionnaire » sont nés et se sont développés au Pérou et en Colombie en alliance avec les trafiquants de drogue. Finalement l'idéologie est restée loin derrière le nouvel objectif réel : le trafic de drogue et d'armes.

En arrière plan du conflit, il y avait la grande pauvreté des majorités populaires abandonnées par l'État, mais aussi des fractures sociales et ethniques importantes, une mauvaise réforme agraire qui avait été imposée par le gouvernement militaire. Celui-ci en 1980 venait d'instaurer un retour à la démocratie après douze ans de régime autoritaire mais non brutal comme ailleurs au Chili ou en Argentine. La « démocratie » restait cependant un terme difficile à comprendre et surtout, à concrétiser. Pendant longtemps le pays vécu sans parti politique, sans parlement, sans liberté de la presse... Beaucoup de frustrations et de ressentiments s'étaient accumulés. Ainsi, très rapidement, la violence des affrontements entre les populations, qui se sont retrouvées au cœur du conflit (le centre-sud et la forêt centrale), ont mené à un scénario de guerre civile. Celle-ci a opposé les militants du PCP-SL, fondus dans la population rurale, aux forces armées - qui ont considéré pendant longtemps que la majorité des ruraux était « terroriste ». Les formes de violence ont été extrêmes parmi les trois acteurs du conflit : les insurgés, notamment le PCP-SL, et en moindre mesure le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), les forces armées, et enfin les milices civiles [*Rondas campesinas y nativas*] qui ont pris les armes de manière autonome avec le soutien ou non des militaires (ils leurs fournirent des armes après 1990). Comme d'autres milices civiles, les *ronderos* ont joué un rôle ambiguë de défense et en même temps d'agression des Autres considérés « ennemis », Valérie Robin (2014) a publié un texte intéressant sur le thème récemment en reconstruisant la vie de « Zorro », un chef de la milice d'Ocros (Ayacucho).

La deuxième caractéristique de la guerre civile concerne l'installation de camps de travail et de rééducation par le PCP-SL dans les montagnes d'Ayacucho mais surtout dans la forêt centrale, où des milliers d'Indiens Ashaninka ont trouvé la mort dans un univers concentrationnaire (décrit entre autres par Todorov 2010), le seul qui a jamais existé aux Amériques. La troisième caractéristique est que, contrairement à une vision répandue parmi les rares chercheurs qui s'intéressent à cette période de violence (en dehors du Pérou), cette guerre n'a jamais eu un sens « ethnique ». Les acteurs étaient majoritairement Andins, quechua, mais ils ne se reconnaissaient pas en tant que tels. Ils se disaient « révolutionnaires » ; les dirigeants et les militants appartenaient à la classe de « métis-indigènes » péruviens (M. de la Cadena 2000, 2004), dont l'identité est plutôt liée à l'éducation et à la richesse qu'à l'ethnicité. Certes, la composante du racisme ordinaire était présente dans les violences des forces armées contre les « Indiens » senderistes ; mais cela fait partie de la fracture socio-ethnique du pays dans laquelle la hiérarchie sociale se mesure au degré de métissage indo-européen (Villasante, sous presse b). Cette réalité très nuancée de l'ethnicité et du racisme péruvien, qui a moins de rapport avec la couleur de la peau qu'avec le degré d'éducation et de richesse, doit être mieux comprise. Ainsi par exemple, les soldats pouvaient avoir, eux aussi, des origines andines, mais ils ne se reconnaissaient pas « quechua », ils étaient des militaires éduqués qui défendaient la patrie en cas de danger. Ils n'hésitaient pas à massacrer des « paysans-indiens-terroristes ». Ces nuances étaient cependant inexistantes au sein des populations quechua et ashaninka de taille réduite, vivant dans le cadre traditionnelle des communautés villageoises, éloignées et d'accès difficile, qui se sont divisés en deux camps et dont les survivants affirment aujourd'hui « nous nous sommes entretenus ». Dans ces situations de « guerre entre proches » (Theidon 2004), les agresseurs ont pu déposer les armes et se « repentir », cependant ils restent craints et haïs par les victimes qui habitent souvent dans les mêmes villages.

Les faits de violence extrême au Pérou sont bien connus grâce au travail de la Commission de vérité et de réconciliation qui fut instituée par le Parlement du gouvernement de transition de Valentín Paniagua en 2001. Le Rapport final fut achevé et présenté au président élu Alejandro Toledo le 28 août 2003, il est composé de 9 volumes et 12 annexes. Il se fonde sur la récolte d'environ 17 000 témoignages recueillis en privé et dans des *Audiencias públicas*, comme en Afrique du Sud. Toutes les informations ont été mises au service des chercheurs et du public au *Centro de información para la*

memoria colectiva y los derechos humanos. Il existe un catalogue en ligne de documents, de livres, de vidéos et d'audios. En 2004, fut publiée une version résumée du Rapport final (*Hatun Willakuy*), que j'ai traduite avec la collaboration de Christophe de Beauvais (Villasante, 2015, *Le Grand Récit de la guerre interne au Pérou, 1980-2000*).

Cet Index chronologique utilise comme première référence le Rapport Final de la CVR, complétée par la *Chronologie de la guerre interne 1980-2000* de DESCO, et par des références d'auteurs dont les travaux me semblent les plus pertinents. Toutes les citations en castillan ont été traduites pour la première fois en français et proviennent, pour la plupart, du livre *La violence politique au Pérou 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société*, qui doit paraître à l'automne 2015 (Villasante, sous presse a). Les principaux faits d'extrême violence enregistrés durant la guerre civile péruvienne, ont été recueillis dans un document assez long (plus de 200 pages), qui sera publié séparément sous le titre : *Chronique de la guerre civile au Pérou, 1980-2000. Violence de masses en Amérique latine*, (Villasante, sous presse b).

J'ai élaboré un texte intermédiaire paru dans le site academia.edu (Villasante, *Chronique de la guerre civile au Pérou*, 84 pages, actualisé en janvier 2015). La version abrégée que je présente ici est tirée de ce document de recherche, elle devait paraître dans l'Encyclopédie de la violence des masses, et fut envoyée aux responsables en juillet 2014 ; mais comme il semble qu'ils ont de problèmes internes et tardent à le diffuser, j'ai décidé de le retirer et de le publier de manière indépendante. J'ai actualisé également un autre document de recherche : *Les camps de Sentier Lumineux chez les Quechua et chez les Ashaninka durant la guerre civile au Pérou* [academia.edu, juin 2015].

Dans un premier temps, on abordera le contexte global de la guerre qui, dans les régions qui furent à l'épicentre du conflit entre les militants du Parti communiste péruvien et l'État, c'est-à-dire les Andes du centre-sud, fut une véritable guerre civile. La seconde partie aborde les phases de la guerre, et tente de résumer les traits historiques qui ont marqué le conflit armé. Enfin, la troisième partie expose les 58 faits de violence les plus marquants, et sur lesquels on dispose des renseignements fiables, moins fiables, et insuffisants [qu'on distingue avec des marques : ***, **, *]. Deux tableaux synthétisent ces faits, le premier résume les 58 faits de violence identifiés, selon les lieux et les nombre de morts ; et le second présente une synthèse selon les responsables (l'armée, le PCP-SL, le MRTA, les milices civiles).

Les photos ici présentées ont été données gracieusement pour la traduction du livre *Hatun Willakuy* ; je remercie les photographes Alejandro Balaguer, Nelly Plaza et Ernesto Jiménez pour leur apport à une meilleure connaissance de la période d'extrême violence vécue au Pérou, et dont on ignore presque tout en France et dans d'autres pays du Nord et du Sud.

LE CONTEXTE DE LA GUERRE CIVILE

Au début de la guerre, le gouvernement civil de Fernando Belaunde (1980-1985) laissa à la Police le soin de mater la « révolte andine ». Les agents de police devinrent des cibles de choix des « senderistes ». En décembre 1982, la situation devenait incontrôlable, les morts se comptaient par milliers, les forces armées furent envoyées dans la région d'Ayacucho, épicentre de la guerre. A partir de ce moment, et jusqu'en novembre 2000, les militaires instaurèrent leur contrôle total de la zone déclarée en état d'urgence, bientôt plus des deux tiers du territoire national [1 285 215 km²]. Les gouvernements civils [Alan García, 1985-1990, Alberto Fujimori 1990-2000] démissionnèrent de leur autorité constitutionnelle et permirent que le non-droit s'instaure de manière ordinaire dans la plus grande partie du pays. La répression contre le « terrorisme » fut brutale et sanguinaire, le fait que les subversifs étaient des civils armés provoqua une violence indiscriminée contre des villages entiers, et les personnes soupçonnées d'appartenir à la subversion furent soumises à des tortures, à des enlèvements et à des exécutions extrajudiciaires. Des villages entiers, accusés de collaborer avec l'ennemi senderiste, furent attaqués et les habitants massacrés (Gorriti 1990 et 1992 ; Burt 1998, 2005, 2007, 2009a et 2009b ; *Defensoría del Pueblo* 2004a, Degregori 1990 et 2010, del Pino 2007).

Dans cette guerre, 75% des victimes avaient une langue maternelle indienne (*Hatun Willakuy* 2004 : 21-24). Des chiffres qui donnent une idée plus précise du fait que le conflit a touché de manière

prioritaire les paysans pauvres Quechua, vivant aux Andes du centre-sud, et les Indiens Ashaninka en Amazonie centrale (Junín). La côte du pays, le nord de la *sierra* et l'extrême sud, ont peu souffert de la guerre et l'ont vécu de loin, d'où les sentiments de distance des populations locales vis-à-vis du conflit. La CVR a estimé que le PCP-SL fut responsable de 54% des victimes, les forces armées de 37% et le reste se répartit entre le MRTA et les milices civiles. Sur le total des victimes du PCP-SL rapportées à la CVR, 28% furent tuées dans des massacres perpétrés par le PCP-SL en 1984, en 1989 ainsi qu'en 1993, dans les Départements de Ayacucho et de Junín (55% et 16% du total des massacres respectivement) [Rapport final, *Informe final*, désormais IF, Tomo VI : 21]. La guerre a eu deux périodes de haute intensité d'affrontements, d'abord en 1983-1984, puis en 1989-1992. La première phase correspond à l'entrée des forces armées dans la zone d'Ayacucho, fin décembre 1982 ; puis, la violence diminue jusqu'en 1986, remonte en 1987, atteignant un pic entre 1989 et 1992. En septembre 1992, Guzmán fut capturé à Lima et le mouvement senderiste commença son déclin. Dans cette seconde phase, la guerre se répandit dans un grand nombre de départements du pays, notamment dans la région de la *selva* centrale.

Le PCP-SL mit à profit toutes les erreurs dans l'extension d'une violence de masses dont le modèle était le communisme international dans sa version maoïste. Les activités de recrutement de jeunes déracinés des campagnes et des quartiers misérables des villes, à la recherche désespérée d'une « cause juste », s'étendirent dans l'ensemble du territoire du sud et du centre des Andes, en Amazonie centrale, mais aussi aux villes de la côte et à Lima. Parallèlement, le PCP-SL développa des stratégies sanguinaires pour semer la terreur parmi les populations paysannes, avec des exécutions sommaires dans le cadre de pseudo-procès révolutionnaires, et des massacres de villages entiers. J'ai avancé que ces caractéristiques se retrouvent aussi dans le cas de la guerre civile d'Algérie, et que les méthodes de cooptation de jeunes militants est similaire à celui employé par al-Qaeda et d'autres groupes islamistes au proche Orient et en Europe (Villasante sous presse b).

Des milliers d'enfants furent recrutés de force par le PCP-SL, et en moindre mesure par les forces armées, par les milices civiles et par le MRTA. Ces enfants-soldats étaient employés comme chair à canon et mis au devant des troupes lors des attaques aux villages. Des fillettes et des femmes séquestrées étaient forcées d'être des esclaves sexuelles des chefs senderistes. Le PCP-SL voulait terroriser les populations rurales. Ce qu'il réussit pendant des longues années.

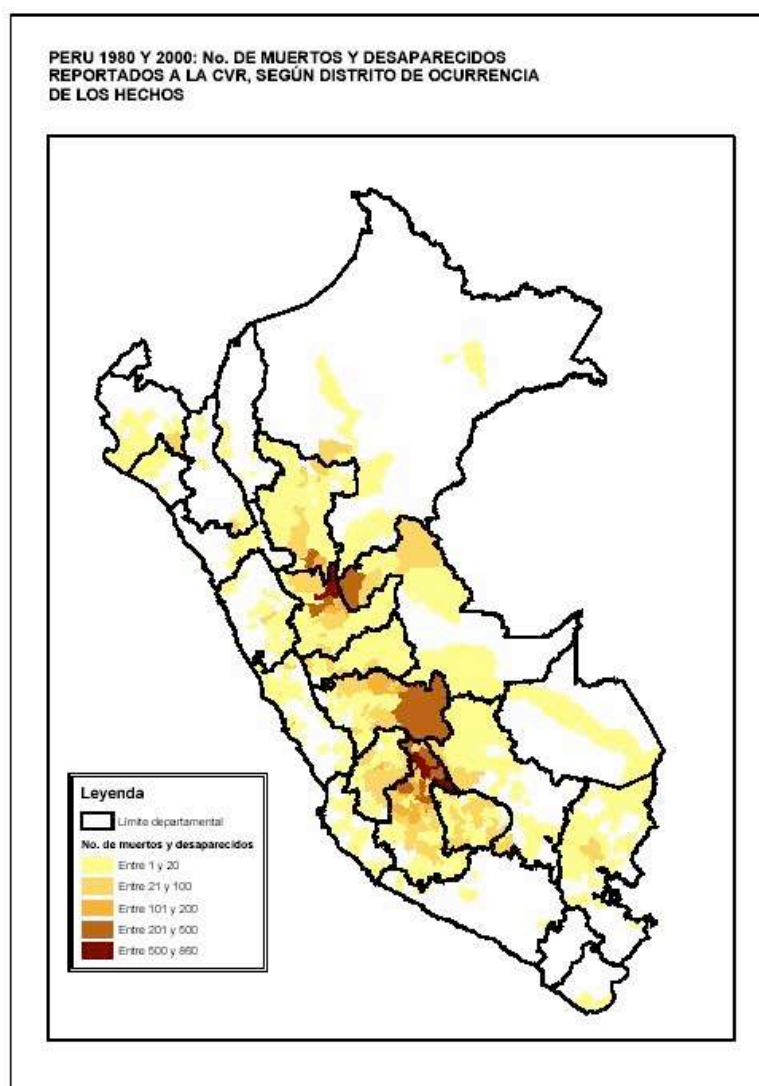


Photo 2 : Enfants-soldats de Julca, Huancavelica

(Courtoisie de Nelly Plaza©)

Le summum de l'horreur, qui reste complètement méconnu, fut atteint dans les camps de travail et de mort senderistes établis dans les hauteurs andines d'Ayacucho (Chungui et Oreja de Perro) et chez les Ashaninka de l'Amazonie centrale. Selon mes hypothèses, les témoignages des rescapés sont similaires à ceux recueillis en Europe après la Seconde Guerre mondiale (Primo Levi 1947, Todorov 2010). Au Pérou, environ 6 000 Ashaninka (près de 10% de la population totale de l'époque), perdit la vie entre 1989 et 1995. On continue à trouver des fosses communes avec leurs corps (Villasante 2012a, 2014c, 2014d, 2014e). L'extrême cruauté, la « violence inutile » (Levi 1986) déployée au cours de la guerre civile péruvienne a été l'un des éléments qui est, encore de nos jours, le moins compris. A la fin de la guerre il y eut entre 600 000 et un million de personnes déplacées (Deng 1996), environ 20 000 veuves, plus de 40 000 orphelins, et environ 15 000 disparus. Les destructions matérielles étaient énormes pour le pays, elles ont été estimées à un total de 9 184 584 648 US\$, l'équivalent de 66% de la dette extérieure en 1988, et 45% du PIB pour la même année (*Hatun Willakuy* 2004 : 385-387, Gonzales de Olarte 1991 et 1992).

La situation de violence politique, combinée avec le trafic de drogues, continue à marquer une région d'accès difficile en Amazonie centrale, le VRAEM (Vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro), où un groupe de néo senderistes a installé aussi des « écoles populaires » où des enfants et des jeunes, nés des couples senderistes, sont endoctrinés dans la violence anti étatique. La région est sous contrôle militaire depuis 2008 et les affrontements se sont soldés par la mort de quelques dizaines de senderistes et de militaires (Villasante sous presse b).



Carte B : Nombre de morts et de disparus selon les départements du Pérou
(Informe final de la CVR, 2003)

I. LE DÉBUT DE LA GUERRE CIVILE (1980-1982) ET SA MILITARISATION (1982-1986)

En 1980, la population péruvienne était de 17,3 millions de personnes, à la fin de la guerre elle était d'environ 26 millions (INEI 1994 et 2009a), aujourd'hui elle est de plus de 30 millions. Certes, le chiffre total de morts, estimé à 70 000, est moins important que dans d'autres guerres du même genre, mais, pour l'histoire péruvienne, il reste le plus haut depuis l'indépendance (1821). La plupart du territoire péruvien fut concerné, à partir de l'épicentre de la région d'Ayacucho (26 259 morts, 40% du total, 42 mille km²), et des départements de Junín (45 mille km²), de Huánuco (37 mille km²), de Huancavelica (22 km²), d'Apurímac (21 mille km²) et de San Martín (51 mille km²) ; et à l'exception de la côte du nord et du sud, et de l'Amazonie nord (Loreto). La région qui fut l'épicentre de la guerre était (et reste) la plus pauvre du pays, avec un taux de pauvreté de 65% et d'extrême pauvreté de 37% en 1980 ; alors que sur le plan national il y avait 54% de pauvres et 27% d'extrêmement pauvres (González de Olarte 1991). Ces indices ont varié très peu tout au long de la décennie des années 1990.

1. L'adhésion paysanne des débuts de la guerre

Une grande majorité de paysans habitant dans les régions les plus touchées par la guerre adhère au PCP-SL durant deux à trois ans, mais à partir de 1984, ils rejettent les pratiques d'extrême violence des senderistes et s'organisent en milices civiles, avec ou sans le soutien des militaires. La participation des paysans dans la guerre lui donna une tournure de guerre civile, opposant des villages pro et anti-senderistes, notamment dans les régions d'Ayacucho et de la *selva* centrale.

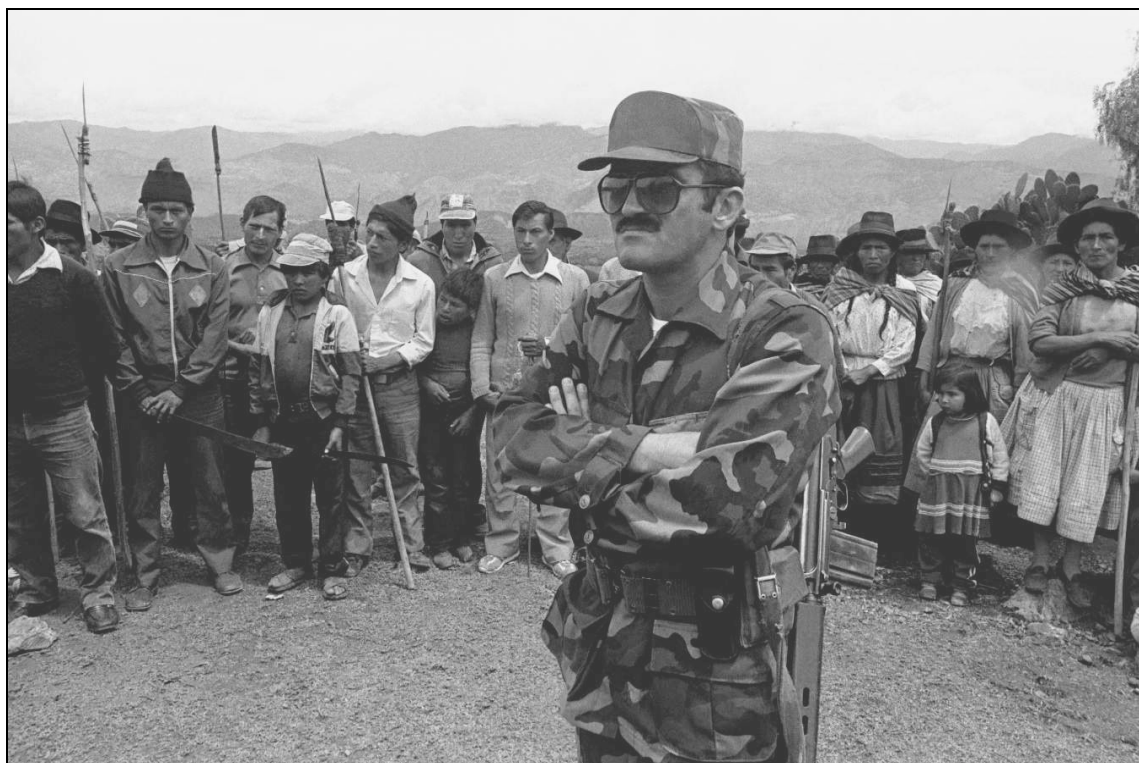


Photo 3 : Officier de l'armée dans un village de Huanta (Ayacucho)
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

Les milices civiles, appelées *rondas campesinas y nativas*, furent formées par des paysans qui voulaient prendre les armes dès 1982, mais plus couramment par des anciens senderistes ou par des membres du MRTA repentis, et par des civils qui avaient décidé de changer de camp. Certaines milices furent soutenues en armes et en formation militaire par les forces armées, et se nommèrent Comités

d'auto-défense (CAD), d'autres groupes restèrent autonomes. Les miliciens luttèrent autant pour protéger leurs communautés des subversifs que pour mener des vengeance personnelles et pour commettre aussi divers délits. Leurs hauts faits d'armes s'accompagnèrent en effet de nombreux méfaits, ils volèrent, pillèrent, violèrent et tuèrent d'autres civils armés ou désarmés. Plusieurs parmi eux résument leur expérience en disant « *c'était la guerre* » (Fumerton 2001 et 2002, del Pino 1992, 1993, Robin 2014).

La Loi 24571 du 6 novembre 1986, autorise les *rondas* à agir en défense des villages ; en 1991, les Comités d'auto-défense (CAD) furent reconnus par le Décret 741, ils furent autorisés à recevoir des armes. La principale différence entre ces milices est que les *rondas* étaient plus autonomes que les CAD qui suivaient de près la formation et les ordres des militaires. Le rôle des milices fut central pour vaincre militairement le PCP-SL. En 2003, les forces armées ont déclaré à la CVR qu'il existait dans le pays environ 8 000 CAD reconnues, composées de près de 500 000 hommes armés ; ce qui signifie qu'elles ont doublé leur nombre par rapport à 1993. Les *ronderos* ne veulent pas rendre leurs armes, même si une bonne partie ne fonctionne plus, ou n'a pas des munitions ; ce qui signifie que les armes ont une valeur plutôt symbolique pour eux. Il faut souligner que cette situation n'a pas donné lieu à la naissance du banditisme. Cependant, dans plusieurs zones de la *selva* centrale, qui est toujours en activité militaire, les *ronderos* natifs sont ravitaillés en munitions par l'armée.

Au cours de la première phase de la guerre civile, le gouvernement considère que le problème de l'insurrection sera résolu par la neutralisation des « délinquants terroristes ». Les médias condamnent le PCP-SL, mais le présentent aussi comme une « force de guérilla victime de la brutalité de la police » (IF, Tomo I : 13-14). La police est rapidement débordée par le PCP-SL qui multiplie les attentats et les assassinats ciblés, plusieurs provinces d'Ayacucho vivent sous l'état d'urgence.

2. Les Forces armées prennent le contrôle des zones insurgées : décembre 1982 à juin 1986

En décembre 1982, le président Belaunde décide l'entrée des forces armées dans cette région, épicerie du conflit. En février 1981, une nouvelle phase de conflit extérieur avec l'Équateur est amorcée. Il y eut au moins 20 massacres à partir de janvier 1983. Cette période se termine en juin 1986 avec le massacre de 244 prisonniers et l'expansion de la guerre à tout le territoire national.

Les forces armées entrent dans la zone en état d'urgence en décembre 1982 avec 450 soldats répartis en trois bataillons, sur un total de 90 mille soldats. La Police fut mise à leurs ordres. La marine de guerre remplace les Sinchis dans la zone de Huanta avec 250 soldats sur un total estimé à 2 mille hommes (IF, Tomo II : 113, 180). Dans la période initiale, il y eut environ 2 mille soldats déployés dans le département d'Ayacucho (41 mille km²). Précisons aussi que l'aide militaire extérieure fut très réduite, elle provint des Etats-Unis (École des Amériques, CIA), d'Israël et de Taiwan, centré sur la formation anti subversive. En avril 1992, le président Alberto Fujimori fit un coup d'État grâce au soutien des forces armées, qui, jusqu'à la fin de la guerre, contrôlaient le conflit en suivant la doctrine de la guerre politique de l'école de Taiwan, fondée sur la propagande et la désinformation. Un organisme militaire (le Service national de renseignements, SIN) fut créé pour s'occuper de cette activité complètement illégale, sous le commandement de Vladimiro Montesinos, bras droit de Fujimori, un ancien militaire qui devint l'organisateur de la corruption des civils et des militaires au plus haut niveau de l'État. On ne dispose d'aucun chiffre sur le nombre de soldats qui ont participé dans la guerre après 1982.

3. Le gouvernement d'Alan García : violence et récession

La situation du pays au début 1985 était très inquiétante, la guerre interne continuait à faire des milliers de victimes, l'économie était au plus bas, et la société entière avait perdu le moral. Dans le contexte de cette crise majeure, les élections présidentielles de 1985 représentaient un espoir de changement qui fut mis à profit par deux partis qui se disaient les représentants des classes populaires. L'APRA, dirigé par le jeune avocat formé à Paris Alan García, et la Gauche Unie (IU), relativement unifiée sous la direction d'Alfonso Barrantes. Pour ce qui est de la lutte contre l'insurrection du PCP-SL, à laquelle était venue s'ajouter depuis 1984, celle du *Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru*

(MRTA), un petit groupe de gauche composé de militants des classes moyennes citadines radicalisées, le président García annonça qu'il fallait l'affronter par le biais socio-économique, c'est-à-dire que la priorité serait donnée aux programmes de développement rural, notamment dans la zone du « trapèze andin », dans la *sierra* sud (*Hatun Willakuy* 2004 : 226).

García fut élu avec 47% des voix et, de manière fort surprenante, Barrantes, qui avait obtenu 22%, refusa de se présenter au second tour. La droite fut anéantie dans cette élection, obtenant seulement 18% des voix. Elle ne se relèvera plus ultérieurement. Malgré les promesses électorales, García mena le pays à une situation économique et politique catastrophique. Contrairement à ses promesses, il nationalisa la banque en 1987, faisant fuir les capitaux nationaux, puis en 1988 il abandonna sa politique de contrôle économique et appliqua des mesures d'austérité draconiennes, avec une dévaluation de 75%, des hausses des prix de base, et l'augmentation des impôts. L'inflation ne s'arrêta pas, et une nouvelle dévaluation fut imposée en novembre. Le coût social, surtout en milieu rural, fut énorme. Face aux mouvements subversifs, les militaires continuaient à appliquer leur politique de terre brûlée, et García permit leur impunité. L'année 1989 fut la plus meurtrière après 1984, la violence subversive et des militaires concernèrent pratiquement l'ensemble du pays. Lorsqu'il termina son mandat, en 1990, le Pérou vivait l'un des pires moments de son histoire républicaine, sans même apercevoir « le bout du tunnel ».



Photo 4 : Le président Alan García, 1985
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

4. Les violences de masses entre 1982 et juin 1986

Compte tenu des particularités de la guerre civile péruvienne, on notera ici des faits de violence qui ont eu lieu dans les mêmes régions, de manière rapprochée, et qui peuvent être classées parfois comme « massacres », ou « violences de masses » [plus de 20 personnes tuées], et parfois comme « affrontements » au cours desquels plusieurs personnes ont trouvé la mort. Le Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation a identifié 122 massacres commis par les agents de l'État,

notamment entre 1983 et 1984 (IF, T. VI). Le PCP-SL a été responsable de 215 massacres, entre 1984, 1989 et 1993, dans les départements d'Ayacucho et de Junín (IF, T. VI). Dans ce texte, nous avons considéré 55 massacres, dont 15 ont eu lieu en Amazonie centrale.

Les violences de masses au Pérou ont eu lieu dans le contexte de la guerre civile. Dans son ouvrage *Purifier et détruire* (2005), Sémelin précise l'importance du basculement dans cette autre réalité de la guerre :

« Du jour au lendemain, la guerre transforme le destin des individus, faisant de certains de combattants, d'autres des victimes. Aux sens propre et figuré, la guerre les écrase : elle les anéantit sous les bombes ou sous les balles autant qu'elle les écrase psychologiquement. La guerre réifie les personnalités : chacun est réduit à l'état de patriote, de traître ou d'ennemi. » (Sémelin 2005 : 175-178) (C'est moi qui souligne).

Les caractéristiques des massacres ont été étudiées par les auteurs du Rapport final de la CVR. D'une manière générale, les massacres furent perpétrés comme des actions de représailles contre des villages accusés de collaborer avec le PCP-SL. Ces meurtres de masse étaient précédés de viols, de tortures, d'assassinats et de vols, signalés comme des traits ordinaires des violences des masses (Sémelin 2004 et 2005, Goldhagen 2012). De fait, la violence personnelle et collective se présente surtout au cours des guerres, où l'expérience de la mort « *apparaît comme le plus puissant des facteurs égalitaires* » (Arendt 1969, 1972 : 167). Plus généralement, le facteur commun de la violence est « *la négation de l'humanité dans l'autre qu'on extermine* » (Héritier 1996 : 16, 1999). Cela dit, la *violence inutile* dont parlait Primo Levi (1986), devenue une fin en soi et visant uniquement la douleur, fut très courante au cours de la guerre péruvienne, mais elle reste opaque à la compréhension.

Au Pérou, le massacre le plus important en nombre de victimes fut celui commis par des soldats de la marine dans la localité de Putis, où 124 personnes furent tuées en décembre 1984. Le PCP-SL fut responsable du massacre de Lucanamarca, où 69 hommes, femmes et enfants furent tués le 3 avril 1983. Plus de la moitié des massacres rapportés à la CVR ont eu lieu entre 1983 et 1984 dans le département d'Ayacucho.

La CVR a établi que les agents de l'État sont responsables de la mort ou de la disparition de 7 334 personnes, dont 4 423 ont été exécutées et identifiées, 2 911 personnes ont été capturées et déclarées disparues. Les cas d'exécutions sommaires ont été particulièrement importants dans les Provinces de La Mar, Huanta, Huamanga et Víctor Fajardo, du département de Ayacucho ; dont les cas de Socos (1983), et de Carcapassa (1983) (*Defensoria del Pueblo*, 2002a). Les soldats de l'armée stationnés à la Caserne Los Cabitos, et de l'Unité de renseignements La Casa Rosada de Huamanga, ainsi que les marines stationnés au Stade de Huanta ont ordonné et commis un grand nombre d'exécutions, notamment entre 1983 et 1984 (IF, Tomo VI : 135).

A la Caserne de *Los Cabitos* (Ayacucho) un four crématoire fut installée où les restes des victimes étaient brûlés ; de milliers d'autres restes ont été trouvés dans des fosses clandestines dont le travail d'exhumation des corps est loin d'être achevé. Enfin, de nombreuses fosses communes ont été rapportées dans des lieux d'accès difficile, en haute montagne et en Amazonie, et plusieurs parmi elles n'ont jamais fait l'objet d'une visite du ministère Public. De nombreux témoignages de proches des victimes ou de rescapés des massacres mentionnent le fait que des restes humains ont été éliminés dans les fleuves ou dans les ravins et resteront de ce fait introuvables (IF, Tomo VIII).

Après 1989, les massacres et les disparitions forcées devinrent plus sélectifs. Les cibles étaient des jeunes hommes, mieux éduqués que les autres membres de son groupe social ; des listes de terroristes potentiels ou actifs étaient aussi dressées avec l'aide des paysans devenus collaborateurs, de gré ou de force, des soldats. Selon un témoignage recueilli à Ayacucho :

« Le matin du 10 avril 1983, alors que la foire du marché était en cours, arrivèrent six Sinchis ; ils réunirent à la population et lurent une liste, choisissant à la fin Patrocinio Quichca et deux autres personnes. Ils furent emmenés en dehors du village, près de la rivière et furent frappés et assassinés. (Témoignage 201573, Víctor Fajardo, Ayacucho, 1983. IF, Tomo VI : 157).

De manière générale, les victimes des exécutions étaient achevées avec des armes à feu, même si d'autres méthodes issues de la torture furent également utilisées. Dans certains cas les victimes étaient

tuées à l'arme blanche pour faire croire que les bourreaux étaient des senderistes, c'était une stratégie de la marine de guerre. Selon un témoignage :

« La marine a deux systèmes d'élimination, ils tuent les gens nus pour qu'on ne puisse pas les reconnaître, sans chaussures, sans bijoux, et les habits sont brûlés. Ils utilisaient des armes de calibre 22 avec silencieux. C'était comme ça à Huanta, mais après on donna l'ordre de tuer seulement avec les armes blanches pour que les senderistes soient rendus coupables. » (CVR, Témoignage 100223. IF, Tomo VI : 162).

La CVR estime que les agents de l'État ont utilisé de manière prioritaire des armes à feu (82%), et en moindre mesure les armes blanches (11,4%) et autres armes (6,7%). Cela dit, les militaires prenaient quelques précautions pour ne pas être reconnus. Comme on vient de le voir, lors des incursions dans les villages, ils arrivaient souvent avec des masques, ou des uniformes sans identification et utilisaient des faux noms. Mais dans d'autres cas, dont les massacres, les pillages et les interrogatoires dans les casernes et les prisons, aucune précaution n'était prise. D'autre part, l'identification des victimes était rendue difficile ou impossible par l'enterrement dans des fosses communes, ou par les tentatives de défigurer les corps en les brûlant ou en les jetant dans des lieux d'accès difficile.

D'autres massacres furent effectués dans le cadre d'opératifs de « recherche et destruction » de terroristes sélectionnés au préalable dans des villages réputés être complètement acquis à la cause senderiste. Tel fut le cas emblématique du massacre d'Accomarca (Vilcashuamán, Ayacucho), qui eut lieu le 14 août 1985. Un groupe de 32 soldats, sous le commandement du sous-lieutenant Telmo Hurtado, arriva au village, réunit les paysans et les sépara en deux groupes d'hommes et de femmes ; les hommes furent frappés et les femmes furent violées ; les soldats tuèrent de nombreuses têtes de bétail et volèrent les biens des familles et des petits commerces. Ensuite les 62 paysans furent réunis dans une maison et exécutés à la mitrailleuse ; les survivants furent achevés (IF, Tomo VI : 165).

La séparation des hommes et de femmes lors des préparatifs des massacres était un trait récurrent aussi bien dans les tueries des militaires que dans celles du PCP-SL. Enfin, lorsque les massacres étaient préparés d'avance, notamment dans les expéditions punitives de l'armée, il était courant que les victimes soient forcées à creuser leurs propres tombeaux ; la mise à mort était effectuée avec des mitrailleuses FAL.

L'explication classique des massacres de masse par la soumission à l'autorité (« on suivait des ordres »), ou par la pression sociale a été récemment remise en question par l'historien Nord-américain Daniel Jonah Goldhagen, dans son ouvrage *Pire que la guerre. Massacres et génocides au XXe siècle* (2012). Il avance que les massacres sont le fait de gens ordinaires qui pensent que les victimes méritent leur sort, qu'ils sont des ennemis qui menacent les leurs (ethnie, groupe, territoire ou nation). « Dans tous les meurtres de masse, les dirigeants ont trouvé des gens désireux de tuer les victimes visées. Même si quelques individus exceptionnels n'ont pas voulu tuer, la coercition n'a pas été nécessaire. Il y avait assez de gens disposés à le faire. » Cette idéologie éliminationniste aurait trois moteurs : la haine, les idéologies et les préjugés, dont le racisme ; autant d'éléments qui participent de la déshumanisation des ennemis à abattre (Arendt 1951, Todorov 2010). Cela n'implique pas une minimisation de la responsabilité des dirigeants car Goldhagen considère qu'il faut un mouvement politique ou la volonté d'un État pour déclencher les massacres. Le programme des dirigeants s'appuie sur des choix politiques rationnels (gain du territoire ou de pouvoir), mais c'est l'autorisation voire l'encouragement du pouvoir qui déchaîne les haines qui autorisent les massacres et donnent aux meurtriers un sentiment d'impunité. Les dirigeants ne peuvent obtenir l'engagement volontaire de leurs partisans qu'à condition que ceux-ci soient déjà disposés à le faire. Autrement dit, sans les croyances meurtrières d'une population donnée, les dirigeants ne pourraient pas accomplir des massacres de masse.

Est-ce que ces hypothèses peuvent s'appliquer au cas péruvien ? Je pense que cela est possible car il semble évident que la guerre civile et les massacres de masse n'auraient pas pu s'accomplir sans la participation des civils et des militaires, et de leurs dirigeants. De ce point de vue, les subversifs, notamment le PCP-SL, ont réveillé la violence populaire ou encore la tradition autoritaire (Flores Galindo 1986) à l'aide des idéologies communistes et de la haine des « riches », des autorités étatiques. Alors que les forces de l'ordre ont réveillé la violence des soldats et des policiers en utilisant

l'idéologie de la défense de la patrie en danger ; et du racisme ordinaire contre les Indiens-illettrés-paysans. Cela étant posé, les populations civiles, rurales et populaires, ont dû réveiller, elles aussi, une idéologie « éliminationniste » des « ennemis », les subversifs, pour pouvoir organiser leur auto-défense armée.

L'entraînement aux massacres mérite d'être relevé. La CVR a reçu des témoignages montrant que le « baptême » des soldats consistait en une mise à mort de « terroristes » en situation d'impuissance, idéalement avec un couteau à lame émoussée. Un membre de l'armée détaché à La Mar, Ayacucho, en 1985, a rapporté ce qui suit :

« Là commença le plus dur pour moi, passer l'épreuve de valeur en tuant des civils (...) on fit passer l'épreuve aux nouveaux arrivants, un officier déclara « *aujourd'hui on fait un baptême, on a amené un plat chinois* » [*chifa*] ; il donna un couteau [à un nouvel arrivant] et lui ordonna de l'exécuter, le menaçant de le dénoncer comme infiltré [senderiste], en rappelant que les ordres doivent être suivis et qu'ils venaient d'en haut. Le senderiste fut tué dans la salle de bains, et après il fut écartelé, chaque soldat devait lui arracher un bras, une jambe (...) je suis surpris de voir que deux sergents se disputaient pour couper les doigts car le major avait donné l'ordre de ramener des doigts index des exécutés. Ils les utilisaient comme porte-clés. Le major avait un doigt sec, avec des incrustations d'or, avec l'ongle peint. » (CVR, Témoignage réservé EAI, 1985, IF, Tomo VI : 147).

Une autre partie de l'entraînement consistait à effacer les réticences morales de soldats et de policiers à tuer des femmes et des enfants qui, dans le contexte de la « sale guerre » senderiste, participaient, eux aussi, dans les actions armées. Un soldat rapporta à la CVR :

« Ils [les paysans] disaient pourquoi êtes-vous en train de nous achever ? Ils disaient que la police était formée à ne jamais tuer ni les femmes ni les enfants. Cela était impossible pour la police de jadis. Mais à cette époque [de la guerre], les femmes commandaient des colonnes en pensant que les soldats ne vont pas ouvrir le feu sur elles. Les senderistes savaient que les soldats ne sont pas préparés à ouvrir le feu sur un enfant de 12 ans ; mais en fait un subversif de 12 ans est préparé pour piéger une voiture, mettre de la dynamite ou tuer un soldat de sang-froid. On a tué beaucoup d'enfants à Ayacucho. Ils [les officiers] disaient qu'on devait être prêts à tuer un enfant ou une femme ; ils nous faisaient un tel lavage de cerveau que le moment venu il fallait le faire. » (CVR, Témoignage réservé EA3, IF, Tomo VI : 148).

La violence contre les femmes fut largement répandue au sein des forces de l'ordre (armée, marine et police), elle concernait la violence sexuelle sous diverses modalités (prostitution forcée, esclavage sexuel, avortements forcés). Cependant, la CVR a établi que 7 426 femmes furent victimes de disparition forcée, détentions, tortures et exécutions sommaires, dont une partie importante a dû être victime de violence sexuelle. Les victimes étaient issues des secteurs marginaux de la société rurale, parlant le quechua et avec un niveau d'éducation bas. C'est-à-dire qu'elles appartenaient au même secteur que les principales victimes de la guerre interne, issues des départements d'Ayacucho, de Huancavelica, de Huánuco et d'Apurímac (*Defensoría del Pueblo* 2004a).

Le rôle des milices civiles (*rondas campesinas*, et *rondas nativas*) fut très complexe au cours de la guerre interne. Des milliers de *ronderos* ont lutté contre les subversifs et ont contribué de manière décisive à leur élimination progressive ; mais, de manière parallèle, ils ont commis des exactions contre leurs propres familles et villages, et contre des populations civiles voisines. Les séquelles de ces affrontements civils, qui illustrent bien la réalité de la guerre civile dans certaines régions du pays, sont toujours d'actualité dans la région du centre-sud et en Amazonie centrale. Mais comment est-ce qu'on aurait pu éviter ces dérives dues à la prise en main de l'auto-défense paysanne ? Comment penser par ailleurs que la violence de la subversion et celle promue par les militaires parmi les civils pouvait ne pas avoir d'effets néfastes chez ceux qui avaient pris les armes ? En tout état de cause, on doit souligner ici un fait crucial. Après la « pacification », les *ronderos* n'ont pas été désarmés, et cela n'a pas impliqué la poursuite de la violence indiscriminée, ni l'émergence de groupes de bandits armés. En 2003, les forces armées déclarèrent à la CVR qu'elles estimaient à 8 000 les Comités d'auto-défense toujours existants, et leurs forces à environ 500 000 hommes, ce qui implique un doublement des milices civiles après 1993, lorsque le PCP-SL était déjà en déclin (IF, Tomo II : 300).

INDEX CHRONOLOGIQUE DE LA GUERRE CIVILE PÉRUVIENNE

(1) Les cas de Chungui et Oreja de Perro, 1982-1987***

Le 8 décembre 1982, des senderistes déguisés en militaires entrèrent dans la communauté de Santa Carmen de Rumichaca (Chungui). Trois jours plus tard ils revinrent et convoquèrent les habitants à l'école. Ils séparèrent les hommes de femmes ; ces dernières furent forcées de danser dans une salle de classe, alors que les senderistes exécutaient, à l'arme blanche 8 dirigeants et membres des *Rondas campesinas*. Le 15 décembre 1982, une autre colonne d'environ 12 senderistes arriva à Santa Rosa, ils séparèrent les hommes des femmes et tuèrent deux paysans. Dans une troisième incursion, ils tuèrent plus de 30 personnes, forcèrent les habitants à abandonner leurs maisons pour s'installer dans la brousse. Ce furent les premières « *bases de apoyo* », des camps de rééducation senderistes. Entre 1982 et 1987, les paysans de cette zone furent forcés de vivre dans ces camps et la CVR a estimé que 1 381 personnes y ont trouvé la mort, soit 17% de la population recensée en 1981 (IF, Tomo V : 68-88, Hatun Willakuy 2004 : 104 et sqq.)

(2) Le massacre de paysans d'Umasi par les militaires***

Janvier 1983 : 55 paysans trouvèrent la mort dans un affrontement avec les forces armées dans le village d'**Umasi** (province de Víctor Fajardo, Ayacucho). Les paysans étaient obligés par les militaires de cuisiner et de travailler pour eux. Cinq jeunes filles, de 10 à 18 ans, furent violées et assassinées par les militaires (IF, Tomo IV : 32).

En 2009, après une plainte déposée auprès du Procureur local par cinq personnes qui soutenaient que ce massacre fut perpétré par l'armée, on retrouva trois fosses communes avec des restes humains derrière l'école primaire d'Umasi. Une équipe d'anthropologie légale a examiné les restes du 14 au 20 décembre 2009 et déterminé qu'ils appartenaient à des enfants âgés entre 0 et 16 ans. En fait, des senderistes auraient recruté 54 ou 55 personnes, dont plusieurs mineurs, dans la localité voisine de Racjaya, et les auraient emmenés à l'école d'Umasi pour y passer la nuit. Les soldats de l'armée auraient alors attaqué l'école, tuant tout le monde [Voir www.servindi.org/actualidad/20795#more-20795].

(3) Le massacre de huit journalistes à Uchuraccay par des paysans***

Le 26 janvier 1983 eut lieu le massacre de huit journalistes, des mains des paysans, dans la communauté andine de haute montagne d'**Uchuraccay** (Province de Huanta, Ayacucho) (IF, Anexo 2 : 46). Le fait mérite d'être inscrit dans cette chronique car il impliqua la prise de conscience nationale qu'une guerre était en cours dans les Andes. Après les faits sanglants d'avril, le PCP-SL lance des représailles contre les paysans d'Uchuraccay : le 20 mai 1983, environ 20 paysans, hommes et femmes, sont assassinés. Le 16 juillet 1983, après la fête de la *Virgen del Carmen*, des senderistes tuent à nouveau une vingtaine de paysans. Ils recommencent le 24 décembre 1983, avec l'assassinat de huit paysans. Durant toute l'année 1984 le village fut attaqué et brûlé par les senderistes, par l'armée et par les *rondas campesinas*. Les habitants qui y restaient encore abandonnèrent le village. Le 28 septembre 1984 débute le premier procès de trois accusés d'homicide; le 9 mars 1987, ils sont condamnés à de peines de dix, huit et six ans de réclusion. En mai 2002, les villageois d'Uchuraccay fournissent à la CVR la liste de 135 morts pendant la guerre ; 24 familles étaient revenues habiter le village en octobre 1993. Cependant, en 2003 le procès restait ouvert à Lima (IF, Tomo V, *El caso Uchuraccay* : 176-179).

(4) Massacre de Lucanamarca par le PCP-SL***

Le 3 avril 1983 : Aux premières heures du dimanche 3 avril, environ 60 membres du PCP-SL, armés de haches, de couteaux et d'armes à feu attaquèrent les hameaux de **Yanacollpa**, **Ataccara**, **Llacchua**, **Mulaycruz** et **Lucanamarca** (Province de Huancasancos, Ayacucho). A la fin de la journée 69 paysans furent tués (le district de Lucanamarca était habité par 2 529 habitants en 1981, INEI 1994). Ce massacre fut ordonné par le Comité central du PCP-SL en représailles à l'embuscade tendue par les paysans de Lucanamarca, et les militaires, contre des dirigeants senderistes locaux et régionaux qui

visitaient la communauté. Abimael Guzmán a revendiqué cette tuerie sans montrer aucun remords (IF, Tome VII : 37-38 ; voir aussi Tomo V : 48 *et sqq.*).

Le massacre commença dans le hameau de Yanacollpa, où furent réunies 29 personnes, hommes, femmes et enfants, emmenés dans une maison et mis à mort avec des haches, des machettes et des armes à feu ; plusieurs corps d'enfants avaient été éviscérés et/ou écorchés ; tous les corps furent brûlés avec de l'eau chaude et la porte fut fermée avec un cadenas (Témoignage 201166, IF, Tomo VII : 39). Les senderistes arrivèrent au hameau d'Ataccara et tuèrent trois membres d'une famille avec des coups de hache (Témoignage 201159). Arrivés à Llacchua ils tuèrent huit personnes (Témoignage 201153). Vers 12h un jeune homme donna l'alarme de la présence de senderistes à un groupe de paysans qui effectuaient un travail collectif ; ils envoyèrent un groupe de 13 jeunes vers les hauteurs pour savoir ce qui se passait. Ils furent embusqués par les senderistes dans le lieu-dit Muylacruz ; dix jeunes furent tués (IF, Tomo VII : 39). Vers 16h les senderistes arrivèrent à Lucanamarca, certains paysans s'échappèrent vers une colline proche et tentèrent de se défendre avec des frondes, mais furent neutralisés avec des armes à feu, il y eut plusieurs blessés, d'autres purent s'échapper. Ceux qui ne purent s'échapper furent conduits à la place de Lucanamarca ; les hommes furent séparés des femmes et des enfants ; les hommes furent obligés à se mettre par terre devant l'Église, les autres restèrent près du local municipal (Témoignage 201149).

Les hommes furent mis à mort tout de suite, avec des haches, des machettes et des armes à feu ; lorsqu'un second groupe allait suivre le même sort, un enfant donna une (fausse) alerte sur l'arrivée des militaires, ce qui fit fuir le groupe senderiste d'une trentaine de personnes. Ils mirent le feu à la mairie, au poste de santé et à quelques maisons. Les femmes purent alors rejoindre leurs familiers morts ou gravement blessés ; 19 hommes trouvèrent la mort ce jour-là sur la place de Lucanamarca, et le nombre total de victimes du 3 avril fut de 69 paysans (IF, Tome VII : 39-40).

La Police spéciale antissubversive (Sinchis), chercha la colonne senderiste qui avait perpétré le massacre. Deux des 20 détenus, issus de Lucanamarca, déclarèrent avoir participé dans la tuerie (Témoignage 200492), ils furent emmenés à la Caserne de Totos et restèrent disparus (IF, Tomo VII : 41). Les autorités ne réalisèrent aucune enquête approfondie des faits jusqu'à l'arrivée des membres de la CVR les 17-22 octobre 2002.

Une exhumation des corps fut effectuée entre le 9 et le 14 novembre 2002 dans huit fosses communes et dans quatre cimetières. Le 10 janvier fut effectuée une cérémonie de remise de 69 corps identifiés aux familiers des victimes, ils furent enterrés dans le cimetière de Lucanamarca le 3 avril 2003. L'examen légiste confirma les témoignages sur les causes de leur mort ; le même modèle de mise à mort fut utilisé dans les divers lieux des attaques. Enfin, 18 victimes étaient des enfants ayant entre six mois et 10 ans, huit étaient des personnes âgées de plus de 50 ans, onze étaient des femmes ayant entre 13 et 49 ans, dont certaines étaient enceintes (IF, Tome VII : 42).

(5) Tueries dans la Caserne de Totos, Ayacucho***

D'avril 1983 à 1985 : exécutions sommaires d'environ 300 personnes par les militaires de la **Caserne de Totos** (Ayacucho). Les 4-6 avril, une caserne de l'armée dans le district de Totos (Province de Cangallo, Ayacucho), accueille le Bataillon d'infanterie motorisé n° 43, en provenance de Huancavelica, qui dépendait de la Caserne de Cangallo (Bataillon d'Infanterie n° 34, La Oroya). A partir de cette base, les soldats ont effectué des patrouilles dans les Districts de Chuschi et de Totos, et reçoivent des hélicoptères pour le transport des détenus et des soldats. Les faits de violence qui allaient s'étendre jusqu'en 1985, concernent des affrontements entre l'armée et le PCP-SL, et des massacres de l'armée et des senderistes sur les populations civiles de nombreuses communautés et villages de Cangallo (IF, Tome VII : 50-52).

Pour la CVR, ce cas n'est pas isolé mais fait partie d'une série d'exécutions effectuées par des soldats de la Caserne de Totos, devenue un centre de torture et de disparition de détenus (soit qu'ils soient directement exécutés, soit qu'ils disparaissent après un transfert en hélicoptère). En effet, si certains cas d'exécutions ont été identifiés, il faut aussi tenir compte des témoignages sur les disparitions forcées existantes dans les Provinces de Cangallo (121 cas), Víctor Fajardo (55 cas), Vilcashuamán (12 cas) et Huancasancos (1 cas) durant la seule année 1983 (*Base de datos de denuncias sobre desaparición forzada de la Defensoría del Pueblo*). On estime qu'entre 1983 et 1985, environ 300

personnes furent conduites à la Caserne de Totos et qu'elles disparurent (*Informe defensorial 003-2002-DP/ADDHH* du 3 avril 2002).

(6) Massacres à Carhuanca par le PCP-SL***

Le 22 avril 1983, les senderistes commirent un nombre indéterminé d'assassinats dans la localité de **Carhuanca** (Province de Cangallo, Ayacucho). Le 29 avril, l'armée et la police affrontèrent des senderistes et l'affrontement fit un nombre indéterminé de victimes. Le 5 mai, un autre affrontement dans la localité de Paras fit 10 morts parmi les senderistes et six parmi les soldats. Le même jour, on nota un nouvel affrontement entre les deux camps à Chuschi [où le PCP-SL avait débuté ses actions]. Le 21 mai, le PCP-SL attaqua la communauté de Canchacancha tuant trois paysans et brûlant plusieurs maisons. Après l'entrée de l'armée dans la Province de Cangallo en 1983, la CVR a reçu des témoignages sur la mort violente de 256 personnes. En 1982, il y eut environ 50 morts et en 1984 218 morts (DESCO 1989, *Informe defensorial 002-2002-DP/ADDHH*, IF, Tomo VII : 27).

(7) Exécutions à Yuracruz, par des militaires et des miliciens**

Le 14 mai 1983, une patrouille de l'armée commandée par le capitaine Santiago Alberto Picón Pesantes (alias « *Capitán Chacal* »), renforcée par un groupe du Comité d'auto-défense civile de Chuschi exécuta neuf paysans du hameau de **Yuracruz**, rattaché à la communauté de Quispillacta, district de Chuschi (Ayacucho). Les examens légaux effectués sur les corps en janvier 2002 ont conclu que les paysans étaient morts par balle. Les corps avaient été abandonnés par les militaires à Sillaccasa et enterrés par les habitants des communautés voisines d'Uchuyri et Ccutarara, sans la présence des parents des victimes. Ces derniers ont attendu 19 ans pour les identifier et les enterrer en janvier 2002 (Témoignage 001-2002-DP/ADDHH, IF, Tome VII : 36).

(8) Exécutions à Quispillacta, par des militaires et des miliciens***

Les 28-31 mai 1983 : Après une attaque du PCP-SL à Canchacancha, le 21 mai, les soldats de la Caserne de Totos effectuèrent une série d'opérations militaires sous le commandement du « *Capitán Chacal* », accompagnés par une centaine de paysans du CAD. Les opérations se concentrèrent dans la zone de la communauté de **Quispillacta** et ses hameaux, dans la Province de Cangallo (Ayacucho). Entre le 28 et le 31 mai, les soldats arrêtaient une quinzaine de paysans sur la base d'une liste de « terroristes » et de la dénonciation de paysans de la localité de Chuschi (séparée de Quispillacta par un pont). Ils furent exécutés à la mitrailleuse, dans le lieu-dit Sancaypata, proche de la Caserne de Totos (IF, Tome VII : 30).

Le témoin survivant a déclaré qu'ils furent emmenés les mains attachées jusqu'à l'ancienne école de Chuschi où ils restèrent une semaine (d'autres témoins parlent de cinq jours), les mains constamment attachées avec interdiction de parler. La moindre entorse était punie par des coups, sous les ordres du « *Capitán Chacal* ». Durant toute la détention on ne leur donna rien à manger sauf un peu de pain qu'ils achetèrent aux soldats. Ils furent ensuite conduits dans deux hélicoptères, les yeux bandés, à la Caserne de Totos où ils furent enfermés dans une pièce où se trouvaient d'autres personnes. Le témoin raconte que la pièce était pleine de détritux, que les gens pleuraient sans cesse, qu'il y avait des personnes âgées et des jeunes filles, que les vieux réclamaient qu'on les tue tout de suite (Témoignage 61-2003, IF, Tome VII : 30).

Ils restèrent seulement une journée à la caserne, le lendemain on leur annonça qu'ils allaient partir et on leur donna une cuillère de nourriture. Mais à minuit on revint les chercher, ils furent conduits en dehors de la localité de Totos par un groupe d'environ 15 soldats sous les ordres d'un militaire non identifié, décrit comme un « homme gros de haute taille ». Après une courte marche, ils arrivèrent au lieu-dit Sancaypata, et s'arrêtèrent près d'une colline. On les détacha et on les sépara en deux groupes et chaque groupe fut obligé de creuser une fosse. On ne leur avait rien dit, aucune information ni déclaration. Le témoin survivant put s'échapper à ce moment-là. Il entendit les soldats tuer ses compagnons avec des mitrailleuses ; puis le bruit de pierres pour les enterrer, et leur départ vers Totos (Témoignage 61-2003).

(9) Massacre de Soccos par la Garde Républicaine***

Le 13 novembre 1983 : massacre de 32 paysans, dont sept enfants âgés de un mois à sept ans, ont lieu dans la localité de **Soccos** (Province de Huamanga, Ayacucho), des mains de policiers de la Garde civile du poste local (IF, Tome VII : 45).

Vers 21h, deux policiers armés portant des cagoules [*pasamontañas*] arrivèrent dans la maison d'un homme qui se préparait à célébrer une cérémonie d'engagement matrimonial et qui recevait une trentaine d'invités chez lui. Les policiers demandèrent les documents des personnes présentes et leur ordonnèrent de sortir et de prendre le chemin d'un lieu-dit *Quebrada de Balcón* située à une demi-heure à pied. Trois personnes purent se cacher et s'échapper. Sur le chemin, les policiers arrêtaient deux jeunes hommes, fils du gouverneur, et les prirent avec eux. Ils firent halte au lieu-dit Allpa Mayo, où ils séparèrent les jeunes femmes et les violèrent. Ils continuèrent le chemin jusqu'au lieu-dit Balcón Huacco, où l'ensemble du groupe fut exécuté avec des armes à feu à 2h30 du 14 novembre.

Les corps furent rassemblés et les policiers lancèrent des grenades pour qu'ils soient recouverts de pierres et méconnaissables [l'utilisation de grenades allait devenir la marque des interventions de l'armée]. Une seule personne, María Cárdenas Palomino, survécut au massacre car elle était tombée dans un ravin avant d'être touchée par les coups de feu. Son fils Dámaso Beltrán Cárdenas recueilli son témoignage et le transmis à la CVR (Témoignage 202918). Après avoir pu s'échapper, María Cárdenas se rendit au village de Socos où elle conta son histoire. Des villageois se rendirent au poste de police pour dénoncer le massacre. Ils étaient accompagnés de deux personnes hispanophones (Victoria Cueto Janampa et Vicente Quispe Flores) car les autres paysans parlaient seulement quechua. Le 15 novembre, en représailles, trois policiers (lieutenant Luis Alberto Dávila Reátegui, le sergent Jorge Adalberto Tejada et le Garde Gustavo Cárdenas Riega) exécutèrent les deux hispanophones dans leurs maisons. Pour ne pas avoir d'autres témoins, les policiers tuèrent également le jeune homme qui faisait le ménage du poste de police, Javier Gutierrez Gamboa. Malgré tout la dénonciation arriva aux autorités de la ville d'Ayacucho. Le 15 novembre, le Procureur et des membres de la police se rendirent à *Quebrada de Balcón* et exhumèrent 29 corps qui, après les formalités légales, furent rendus à leurs proches. Grâce aux dénonciations et aux témoignages recueillis, le ministère public pu établir un dossier d'accusation contre les 26 policiers du Poste de Socos, les accusant de l'assassinat de 32 personnes (IF, Tome VII : 45).

(10) Cas des disparitions, tortures et exécutions à Los Cabitos***

1983-1985 : disparitions, tortures et exécutions à la Base militaire n°51, dite **Los Cabitos** (Huamanga, Ayacucho) et au Poste des renseignements de Huamanga, dite *La Casa rosada*, faisant au moins 109 victimes. La CVR a établi que dans ces deux lieux des militaires ordonnèrent, permirent et commirent des détentions arbitraires, des tortures, des disparitions et des exécutions sommaires à l'encontre de la population locale entre les années 1983 et 1984. La CVR a pris connaissance du cas de 138 victimes de ces violences, seuls 109 ont été identifiées (IF, Tomo VII : 52-53, 61).

(11) Violences sexuelles des militaires, Vilca et Manta**

Le 21 mars 1984 à 1995 : violences sexuelles des soldats de l'armée contre une trentaine de femmes des Districts de **Vilca et Manta** (département de Huancavelica), où s'installent deux bases militaires. La CVR soutient que ces faits doivent être replacés dans le contexte global des violences faites aux femmes et aux fillettes durant le conflit armé interne (IF, Tomo VIII : 79 et sqq.).

(12) Massacre à Matamburu par les Marines**

Le 8 juillet 1984 : des soldats de la marine de guerre arrivent dans la localité de Rosario (district de Ayna, Province de Huanta, Ayacucho), arrêtent une centaine de paysans et en transfèrent 33 au lieu-dit **Matamburu**, où ils les tuent à bout portant ; on retrouva les 33 cadavres, mais on ne connaît pas le destin des autres qui restent portés disparus. La population ne dénonça pas le massacre par peur des représailles (IF, Anexo 2 : 60).



Photo 5 : Poste de police à Ayacucho
(Courtoisie d'Ernesto Jimenez©)

(13) Massacre de Soras par le PCP-SL***

Le 16 juillet 1984 : à Negro Mayo, une quarantaine de senderistes déguisés en militaires, séquestre un bus qui allait de Lima à Soras tuant 118 hommes, femmes et enfants, au long d'un parcours qui se termine à la localité de **Soras** (Province de Lucanas, Ayacucho). Selon la Commission des droits humains (COMISEDH), il s'agissait d'une expédition de représailles à cause de la rébellion des paysans de Soras contre le PCP-SL. Les senderistes étaient dirigés par Víctor Quispe Palomino, *camarada José*, qui est toujours en activité dans la région du VRAEM.

Selon la CVR, 30 personnes furent tuées [probablement à Challapuquio], selon la revue *Caretas*, elles furent conduites dans un ravin, attachées, tuées à l'arme blanche et leurs têtes furent fracassées avec de pierres. La même colonne tua quelques jours après 40 personnes à Chaupiwasi, et 30 autres personnes à Doce Corral ; terminant leur incursion sanguinaire à Soras, où la colonne tua 18 personnes. Quelque temps après, environ 500 ronderos de Soras, San Pedro de Larcay et Paico organisent une contre-offensive contre le PCP-SL sans succès (IF, Tomo IV : 35). En septembre s'installa une base militaire à Soras (IF, Tomo IV : 35). [L'Annexe 2 note une date erronée, 18 juin]. En 2012, 51 corps ont été identifiés, il manque exhumé 21 corps et les autres victimes sont déclarées disparues. Seulement 29 corps ont été rendus aux proches des victimes. (*Caretas* du 28 novembre 2012).

(14) Massacre à Callqui par la Marine***

Le 1er août 1984 : une quinzaine de soldats de la marine de guerre entrent dans la localité de **Callqui** (Huanta, Ayacucho), à la recherche de terroristes, puis ils pénètrent dans l'Église évangélique et tuent six personnes, à bout portant, à la porte d'entrée (IF, 2003, Anexo 2 : 62). Cet événement qui a reçu une grande attention de l'opinion publique, en particulier des évangéliques, a donné lieu à une enquête de la CVR en 2002. Il en ressort que l'opération militaire faisait partie du « *Plan Caimán XIII* » ; la patrouille qui arriva à Callqui était composée de 18 soldats sous le commandement du lieutenant Luis Alberto Celis Checa ; elle avait été envoyée par la Base des marines de Huanta qui avait reçu des informations selon lesquelles une assemblée populaire du PCP-SL devait se tenir à Callqui (*Informe s/n*).

2 agosto 1984, expediente 172-85, tomo III, fojas 77). Le 26 septembre 1985, la Première chambre pénale de la Cour Suprême trancha en faveur de la marine, dont la version officielle stipule que la mort des six personnes est la conséquence d'un affrontement contre des « subversifs ».

Le 3 février 1986, le Conseil de guerre de la marine innocentait le principal accusé, Alvaro Artaza, et la décision fut entérinée par le Conseil de justice militaire quelques jours plus tard (IF, Tomo VII : 64-68). [Voir P. del Pino, 1993b].



Photo 6 : Soldat et paysans à Chupacc, Huancavelica
(Courtoisie de Nelly Plaza©)

(15) Tortures, exécutions et pillages à Huamanquiquia, par les militaires***

Le 16 août 1984 : une vingtaine de militaires de la Base de Pampa Cangallo, qui considéraient que tous les paysans du district de **Huamanquiquia** (Víctor Fajardo, Ayacucho) étaient des senderistes, arrivèrent à Huamanquiquia en deux hélicoptères. Ils convoquèrent la population sur la place et les obligèrent à former deux groupes, d'hommes et de femmes, et à se coucher par terre ; une senderiste fut présentée devant les gens et elle signala les personnes qui collaboraient avec le PCP-SL. Les militaires prirent certains parmi eux, leurs coupèrent la langue et les oreilles et les forcèrent à les manger (Aroni 2006).

Le lendemain, le 17 août, les militaires emmènent 28 paysans de Huamanquiquia au village de **Nazareth d'Uchu**. Ils réunirent la population à la *plaza de armas* et arrêtent cinq personnes. Ils furent après à la communauté de **Tinca**, où ils arrêtèrent 18 personnes, qui furent frappées avant d'être mutilées ; les militaires coupèrent leurs langues et leurs oreilles, et les obligèrent à les manger [Témoignage CVR 200989, cité par Aroni 2006 : 275]. Dans les trois communautés, les militaires détruisirent les maisons, volèrent leurs biens et arrêtèrent un nombre indéterminé de jeunes hommes âgés de 15 à 25 ans ; ils furent emmenés au lieu-dit Ccechua (district de Sarhua, Ayacucho), d'où six personnes purent s'échapper. Les survivants racontèrent que les autres avaient été tués par balle ou à l'arme blanche, deux jeunes filles avaient été violées avant leur mise à mort [Témoignage CVR, 203006].

Les habitants de Ccechua racontèrent que les hommes avaient été torturés et mutilés des bras et des jambes avant d'être tués, puis brûlés ou enterrés dans les lieux ; mais seuls quatre cadavres ont pu être récupérés sur place. D'autres corps furent trouvés dans une maison abandonnée de Ccechua, enterrés dans des fosses par quatre ou par cinq ; mais les proches durent les laisser sur place car les militaires survolaient les lieux en les menaçant. Entre 1983 et 1984, il y eut une cinquantaine de morts à

Huamanquiquia. En 1986, les paysans de Tinca reçurent des senderistes et leur donnèrent du poison, les 12 trouvèrent ainsi la mort ; ils créent une *ronda campesina* qui agissait en coordination avec les militaires [Témoignage CVR 203047). Les habitants de Huamanquiquia en firent de même, accompagnant les militaires dans leurs déplacements dans la zone ; des représailles allaient être prises contre eux par le PCP-SL en juillet 1992 (Aroni 2006 : 276).

(16) Fosses communes à Pucayacu I, sous la responsabilité des militaires***

Le 23 août 1984 : découverte de fosses communes avec 50 cadavres (49 hommes et une femme), dans la localité de **Pucayacu** (district de Marcas, Province de Acobamba, département de Huancavelica), située à 56 km de la route Huanta-Huancayo. Le massacre fut commis par des soldats de la marine de guerre qui avaient torturé les victimes avant leur mise à mort.

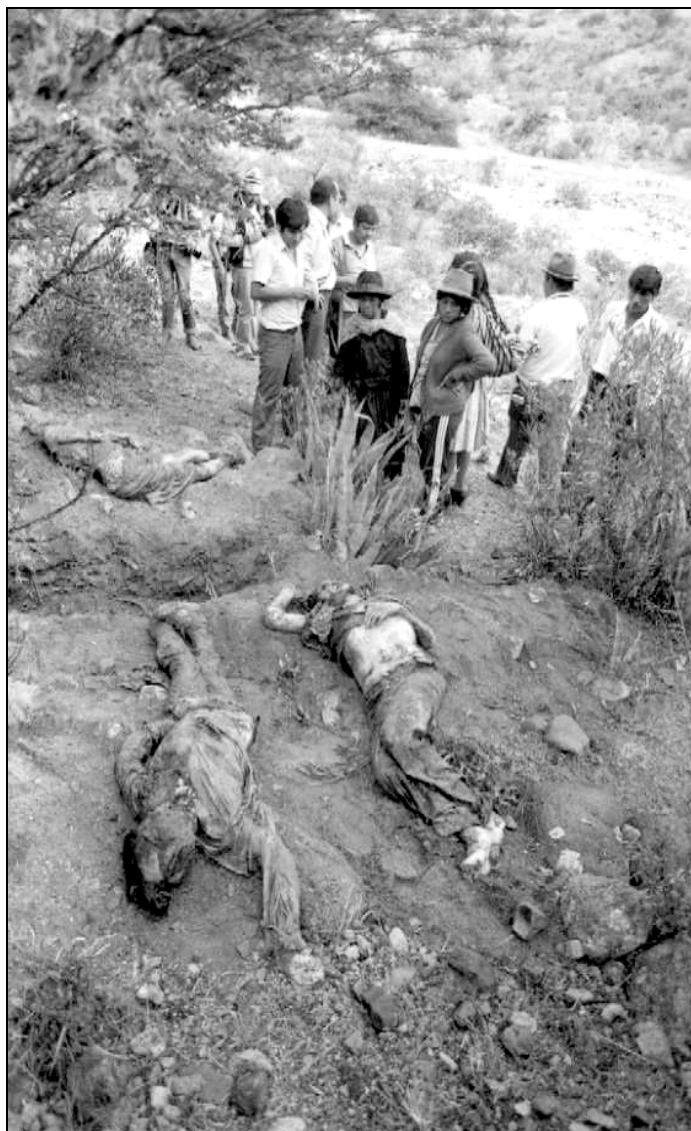


Photo 7 : Fosse commune à Ñeque (Ayacucho)

Le 22 novembre 1984 on découvrit cette fosse commune avec 10 corps, dont 4 d'enfants et 3 de femmes, tués par les militaires (IF, Anexo 2) (Courtoisie d'Ernesto Jiménez©)

Au cours de la même période, 57 personnes de Pucayacu ont disparu après avoir été capturées par les marines et on ne connaît pas leur sort. La CVR fait remarquer que, durant la période 1983-1984, la vallée de Huanta fit l'objet d'un déploiement impressionnant de l'infanterie de marine dont la stratégie anti-subversive reposait sur la détention de paysans désarmés dont la plupart disparaissait ou était exécuté par la suite. La Province de Huanta concentra 22% des exécutions et 18% des disparitions

forcées du département d'Ayacucho. Cette stratégie des marines était fondée sur l'idée que toute la population était potentiellement « terroriste » et elle fut appliquée dans les territoires de Huanta et de La Mar, dont le siège était au Stade de Huanta, placé sous le commandement du capitaine Alvaro Artaza Adrianzén, alias « *Comandante Camión* ». De ce dernier dépendaient les détachements de Huamanguilla, Tambo, San Miguel et San Francisco, qui avaient chacun un chef avec une certaine autonomie d'action, mais qui était obligé de rendre des rapports à la hiérarchie militaire (IF, 2003, Tome VII : 69). Le 1er octobre 1984, le Procureur inculpa le capitaine Alvaro Artaza Adrianzén, comme étant responsable du massacre de 50 personnes de Pucayacu (inculpation du procureur, dossier 30-84, *fojas* 242-262).

La CVR considère également que la marine de Huanta est responsable des disparitions forcées d'au moins 100 personnes portées disparues en 2003. Entre juillet et août 1984, 57 personnes issues de diverses communautés de Huanta furent détenues par la police et par la marine et conduites au Stade de Huanta, qui tenait lieu de Caserne de la marine (IF, Tome VII : 74). Le 10 août 1984, des habitants de la communauté de Culluchaca dénoncèrent au procureur d'Ayacucho le fait que 42 personnes de leur localité avaient été détenues par des *montoneros* ou *ronderos* (des localités de Patasucro, de Cachas, et de Janes) et également par des Marines. Les *ronderos* étaient arrivés les premiers et volèrent un grand nombre de biens avant de les faire prisonniers, en partant ils mirent le feu à toutes les maisons de la communauté. Ils furent conduits d'abord à Jajas, où les attendaient les Marines, ils séparèrent 42 personnes qui furent emmenées au Stade de Huanta. On ne les revit jamais (IF, Tome VII : 74-79). En août 1984, le journaliste Jaime Ayala Sulca (*La República*) fut arrêté, torturé et exécuté au Stade de Huanta (IF, Tome VII : 81 *et sqq.*).

Un autre fait de violence de masse eut lieu à Pucayacu le 7 août 1985, lorsque des militaires de la Base de Castropampa arrêtaient sept personnes de Pucayacu, les torturèrent et les exécutèrent ; parmi elles, deux femmes furent torturées et violées avant leur mise à mort. Le fait est connu sous le nom de « Pucayacu II ». L'exhumation des cadavres fut réalisée le 29 août 1985, on trouva une fosse de trois mètres de large par deux mètres de long, cinq cadavres d'hommes et deux cadavres de femmes, qui furent identifiés par leurs familles. Le procureur de Huanta porta plainte et le juge ouvrit l'instruction le 4 octobre 1985 contre les militaires impliqués dans les exécutions ordonnant leur détention. Mais, comme d'habitude, le Conseil de justice militaire ouvrit un procès parallèle ; le 5 août 1987, le juge militaire écrivit dans son rapport final que les accusés avaient obéi aux ordres hiérarchiques, et qu'ils devaient être lavés de toute responsabilité dans les crimes qu'on leur avait imputé (IF, Tome VII : 135). Enfin, après les attermoissements de l'armée, qui avait clôt le dossier le 19 mai 1989, invoquant le fait que les sept victimes n'avaient pas été tuées par balles (IF, Tome VII : 136), une enquête préliminaire a été initiée en juillet 2004 et l'affaire se trouve en procès devant la Chambre pénale nationale (*Seguimiento de casos*, IDEHPUCP, 2010 : 17).

(17) Massacre de Lucmahuaycco par des militaires et policiers***

Le 26 novembre 1984 : une patrouille intégrée composée de soldats de l'armée, de Sinchis et de *ronderos* arrive à la localité de **Lucmahuaycco** (Vilcabamba, La Convención, Cusco) et tue 53 personnes en les accusant d'être des subversifs. Cette localité est l'un des neuf hameaux de la communauté de Incahuasi, une zone très proche de la Province de La Mar (Ayacucho), et de la localité de Oreja de Perro et de Chungui, où le PCP-SL oblige la population à vivre en situation de subordination complète (IF, Tome VII : 112-114).

Avant le 26 novembre, le PCP-SL avait déjà tué 10 paysans de Lucmahuaycco parce qu'ils ne voulaient pas les suivre. [Au mois de novembre 1984, le nombre total de victimes des militaires fut donc de 63 personnes]. Selon les témoignages recueillis, l'attaque du 26 commença vers 5h et fut menée par environ 300 hommes, les *ronderos* étaient armés d'armes blanches, de machettes et de cordes. Les soldats portaient leurs uniformes de commando et étaient armés des fusils FAL, les policiers portaient eux aussi leurs uniformes de commando et portaient des pistolets (Témoignage de Pablo Cruz Castro, CVR, le 7 mai 2003. IF, Tomo VII : 121).

Devant cette agression surprise, les victimes (hommes, femmes et enfants) n'opposèrent aucune résistance et furent tuées rapidement. Dans le hameau dit **Vacachacra**, on exécuta 28 personnes (dont six femmes et deux enfants) ; dans le village de **Milccar**, on exécuta 15 personnes dont sept femmes

(IF, 2003, Tomo VII : 117-119). Parmi les victimes, certaines furent tuées dans leurs propres maisons, d'autres furent regroupés dans une maison, torturés, les mains et les pieds attachés, puis brûlés. Sur le chemin menant au village de Lucmahuaycco, la colonne des forces de l'ordre tua environ sept paysans ; viola au moins trois femmes et exécuta trois enfants à l'arme blanche (Témoignage de Fabián Díaz Cusi, le 7 mai 2003, IF, Tomo VII : 117). Après le massacre les policiers pillèrent les maisons et volèrent une quarantaine de têtes de bétail appartenant à la famille Rosas, les biens furent conduits à la localité de Incahuasi, le bétail fut vendu et l'argent réparti entre les participants (Témoignage 050-2003, du 27 mai 2003). [Le total des victimes de Vacachacra et de Milccar est de 53]. D'autres essayèrent de s'échapper vers les collines, les policiers capturèrent 27 paysans, hommes, femmes, anciens et enfants. Ils furent emmenés, attachés les uns aux autres, à Quillabamba, où ils furent accusés d'avoir participé à l'affrontement entre senderistes et forces de l'ordre. Sur la route, les policiers obligèrent plusieurs mères à abandonner leurs enfants chez des inconnues parce qu'ils ne pouvaient pas suivre le rythme de la marche. Selon la version officielle, il y eut un affrontement entre les forces de l'ordre et les senderistes de Lucmahuaycco (Dossier 106-85, Poste de police de Cusco) (IF, 2003, Tomo VII : 116). Les cadavres furent abandonnés sur place et enterrés par les paysans dans trois fosses communes identifiées par la CVR les 13 et le 19 mai 2003 ; deux étaient situées à Vacachacra, abandonné par la population après le massacre ; deux autres étaient situées à 4h, à pied, de Lucmahuaycco, dans le hameau de Milccar ; et les deux dernières dans le lieu dit Pintocc (IF, Tomo VII : 120).

La CVR désigne comme responsable de ce massacre le capitaine de la Garde civile Víctor Salas Lozano, chef du 44^e Poste de la police de Quillabamba, et six autres officiers, sous-officiers et techniciens. La colonne qui donna l'assaut à Lucmahuaycco était composée de 19 policiers et d'un nombre indéterminé de *ronderos* d'Incahuasi. 34 victimes ont été identifiées (IF, Tomo VII : 125). Le procès a été ouvert le 30 janvier 2004 ; le 27 mars 2006 l'instruction fut prolongée de 30 jours. L'affaire se trouve dans la Seconde chambre pénale de La Convención, Cusco (*Seguimiento*, IDEHPUCP, 2010 : 3). [Voir IF, Tomo VII : 85-119 ; *Hatun Willakuy*, 2004 : 104 et sqq.].

(18) Massacre de Putcca par des Marines et des miliciens*

Le 5 décembre 1984 : selon les témoignages des survivants de la communauté de **Putcca** (ou Puca, Province de Huanta, Ayacucho), des soldats de la marine, accompagnés de *ronderos* de **Ccanis**, assassinèrent 42 paysans (hommes, femmes, enfants), à l'arme blanche (IF, Anexo 2 : 66).

Le 17 février 2010, la Première Chambre d'Ayacucho ordonna l'exhumation des restes des 42 personnes, ce qui permettra leur identification et les conditions de leur mise à mort [www.servindi.org/actualidad].

(19) Massacre de Putis par les militaires***

Décembre 1984 : Le massacre le plus sanglant depuis le début de la guerre eut lieu à **Putis** (district de Santillana, Province de Huanta, Ayacucho), très probablement au mois de décembre 1984 [certains témoignages parlent du mois de septembre], lorsqu'une patrouille de l'armée exécuta à l'arme à feu 123 paysans, après les avoir obligé à creuser leur propre tombeau (IF, Tomo VII : 95 ; IF, Anexo 2 : 63).

En novembre 1984, des bases militaires furent installées à Putis ainsi que dans la capitale du district, Ayahuanco. Ils convoquèrent tous les habitants qui vivaient dispersés dans les zones de haute montagne, dans des hameaux de Cayramayo, Vizcatampata et Rodeo, en leur promettant protection contre les senderistes s'ils se réinstallaient à Putis. Un jour de décembre, les paysans acceptèrent la proposition et, emmenant avec eux toutes leurs affaires, revinrent à Putis. Ils furent reçus par les soldats qui leur demandèrent d'aller à l'école, où se trouvaient déjà les habitants qui étaient restés dans le village. Ils annoncèrent qu'ils allaient les aider à améliorer leurs conditions de vie et ordonnèrent aux hommes, en les menaçant avec leurs armes, de creuser une grande « piscine » pour faire de l'élevage de truites, ou, selon d'autres versions, une « maison ». Lorsque la piscine fut terminée, les militaires réunirent les paysans, hommes, femmes et enfants, et les tuèrent. Les corps furent couverts avec de la terre et de pierres ; d'autres corps furent enterrés à l'école (IF, Tome VII : 96-97). Selon un témoignage, les paysans étaient tués par groupes de six, personne ne tenta de s'échapper car ils se savaient condamnés (Témoignage 043-2003). Un autre survivant affirma qu'un jour avant le massacre

les militaires séparèrent les jeunes filles de plus de 15 ans environ, les emmenèrent à l'école et les violèrent. Ainsi, lorsqu'ils ordonnèrent aux hommes de creuser des fosses, ils savaient déjà ce qui était arrivé (Témoignage 056-2003 ; IF, Tome VII : 98-99).

La CVR se rendit en deux occasions à Putis, d'abord en novembre 2001, puis en février 2003. On y trouva deux fosses, la première (8x4 m) se trouve derrière l'Église, et la seconde (4x2 m) dans une classe de l'école. Des restes humains et des habits se trouvaient dans ces lieux mais l'exhumation ne fut pas effectuée car aucune autorité ne se trouvait sur place. Une liste de victimes a pu être établie par la CVR, ainsi on sait que sur un total de 123 personnes tuées, 19 avaient entre 2 et 17 ans (IF, Tome VII : 100-101). En mai 2003 eut lieu l'enquête préliminaire, le 14 décembre 2006 le cas fut porté à la Seconde chambre pénale d'Ayacucho. Quelques restes des victimes ont été restitués aux proches (*Seguimiento*, IDEHPUCP 2010 : 16). La CVR a identifié les auteurs du massacre. Il s'agit des militaires de la Base de Putis, dépendante de la Caserne 51, *Los Cabitos*, de Huamanga, dirigée par le commandant Edmundo Obregón Valverde. Divers témoignages indiquent que le chef de la patrouille qui arriva à Putis était le lieutenant « *Lalo* », accompagné de l'officier « *Bareta* », du commandant « *Oscar* », et du capitain « *Cuervo* » (IF, Tome VII : 102).

(20) Massacre d'Accomarca par les militaires***

Le 14 août 1985 : Une patrouille de l'armée de la Compagnie Lince de Huamanga, sous le commandement du sous-lieutenant Telmo Ricardo Hurtado, assassine 62 paysans (dont 26 enfants) du district d'**Accomarca** (Province de Vilcashuamán, Ayacucho). Le massacre faisait partie du « *Plan Huancayo* », action anti-subversive planifiée par la Zone de sécurité nationale n° 5 (IF, Tome VII : 102).



Photo 8 : Veuve de Cocha (Ayacucho)
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

Le 14 août, la Compagnie Lince 7 entra dans la zone d'Accomarca, forçant les paysans à sortir de leurs maisons pour « tenir une réunion » ; des soldats entrèrent dans quelques maisons, assassinant un vieillard et sa femme ; puis prirent deux mères de famille, l'une avec un bébé d'un mois, et la seconde, en état de grossesse, avec ses trois enfants. Puis tous les habitants furent réunis dans le lieu-dit Hatunpampa, les hommes furent séparés des femmes et des enfants. Les femmes furent violées dans un champ voisin. Vers midi, la cinquantaine de personnes restantes fut emmenée dans une maison ; les femmes et les enfants furent entassés dans la cuisine et les hommes dans une pièce plus grande. Alors le sous-lieutenant Telmo Hurtado ordonna à ses hommes de tirer sur tout le monde ; lorsque cela fut fait, il lança une grenade qui détruisit toute la maison ; enfin, il ordonna de chercher tout le matériel militaire utilisé pour faire croire qu'il s'agissait d'un massacre perpétré par le PCP-SL.

Lors de la dernière inspection des maisons, les soldats trouvèrent un homme âgé et trois petites filles qui étaient sœurs, ils les tuèrent et brûlèrent la maison. Après le massacre, les soldats investirent une maison, tuèrent du bétail pour se nourrir et fêtèrent avec danses et chants leur victoire sur les « terroristes ». Dans l'après-midi, les soldats tuèrent une vieille paysanne, qui tentait d'éteindre le feu d'une maison, et leur guide Filomeno Chuchón Ticse. A la fin de la journée, la Patrouille Lince 6, qui se trouvait à 3km des lieux et qui avait entendu les coups de feu, rejoignit la Patrouille 7. Les soldats des deux patrouilles revinrent au village pour le piller. Le 15 août, les deux patrouilles partirent d'Accomarca vers la Base Vilcashuamán, où le sous-lieutenant Telmo Hurtado déclara qu'ils avaient découvert une « école populaire », mais qu'il n'y avait eu « aucun affrontement ». Après le départ des militaires, les paysans qui avaient survécu retournèrent chercher les cadavres. Certains, disséminés dans plusieurs endroits, pouvaient être identifiés, mais ceux qui se trouvaient dans la maison incendiée étaient méconnaissables. Ceux-ci furent enterrés dans une fosse qu'ils creusèrent à dix mètres de la maison (IF, Tomo VII : 105-106). Le cycle de violence n'était pourtant pas terminé à Accomarca. Les militaires revinrent tuer les 7 témoins du massacre. Le 8 septembre ils tuèrent une mère et son fils ; et le 13 septembre on retrouva les corps de cinq personnes tués par balles, peu avant l'arrivée d'une commission envoyée par le Congrès de la République (IF, Tomo VII : 107). La CVR a pu déterminer que 62 personnes furent tuées à Accomarca, dont 26 enfants, 24 adultes, dix femmes, un adolescent et une personne d'âge indéterminé. Les auteurs du massacre étaient les soldats de la Patrouille Lince 7, sous le commandement du sous-lieutenant Telmo Hurtado, qui agissait suivant une stratégie adoptée par la Division d'infanterie de la Seconde région militaire, connue et acceptée par le Chef politico-militaire de la zone en état d'urgence, le général Mori Orzo (IF, Tomo VII : 111-112).

(21) Massacre à la Prison de Lurigancho***

Le 4 octobre 1985 : mutinerie des accusés de terrorisme à la **Prison de Lurigancho**, la répression policière fit 30 morts [32 d'après DESCO]. Le ministre de Justice, Luis Gonzáles Posada, expliqua devant la chambre de députés que les prisonniers furent brûlés par leurs propres codétenus et promis une enquête. Mais elle ne fut jamais effectuée. Selon les témoignages recueillis par la CVR, les policiers de la Garde républicaine utilisèrent de la dynamite et des bombes incendiaires au phosphore, achevant les prisonniers à bout portant. A la fin du mois, lors d'une nouvelle mutinerie, un juge, un procureur, deux fonctionnaires judiciaires et le directeur de la Prison furent pris en otages, puis relâchés. Le 27 octobre, le Directeur de la Prison El Frontón, Miguel Castro Castro, fut assassiné par le PCP-SL. Guzmán déclara le 4 octobre « jour du prisonnier de guerre ». (IF, Anexo 2 : 75, IF, Tomo V : 701).

(22) Massacre dans les prisons de Lima***

Les 18 et 19 juin 1986, se produisit le massacre le plus important de toute l'histoire des prisons péruviennes. A la suite d'une mutinerie des détenus condamnés pour terrorisme dans trois prisons (**Lurigancho**, **El Frontón** et **Santa Barbara**), les forces de l'ordre exécutèrent un total de 244 prisonniers, dont la grande majorité s'était rendu et était désarmé (IF, Tomo VII : 162). Dans la prison de Lurigancho (Lima), la Garde républicaine et le Commando n° 502 de l'armée tuèrent 124 prisonniers, dont 9 périrent dans l'assaut et 115 furent exécutés après qu'ils se soient rendus. Dans la prison de l'île El Frontón (Callao), la marine de guerre tua (avec des armes de guerre, missiles, canons anti-tanks, grenades et explosifs plastiques) 118 détenus, dont 84 trouvèrent la mort au cours de l'assaut et 34 furent exécutés alors qu'ils s'étaient rendus. Enfin, dans la prison pour femmes de Santa Rosa

(Callao), les soldats de l'aviation tuèrent deux prisonnières (IF, Tomo VII : 162 ; voir aussi Tomo V, 2.22, *Las cárceles* : 699 et *sqq.*). Ce massacre fut autorisé par les plus hautes autorités militaires et civiles du pays, et si la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a condamné ces actes en 2000, la justice péruvienne n'a toujours pas clos les procès ouverts contre 177 Gardes républicains et 19 membres de l'armée de terre. Aucun membre de la marine n'a été inculpé.

II. Expansion de la violence : de juin 1986 à mars 1989

Sur le plan politique national, le problème le plus grave fut l'incapacité du gouvernement de García de concevoir une stratégie digne de ce nom pour lutter contre l'insurrection terroriste. La CVR signale que lors de la première réunion formelle avec le président, un député apriste pour Ayacucho suggéra d'incorporer les paysans dans le combat contre le PCP-SL, mais que la proposition ne fut même pas discutée. Lors d'un entretien avec la CVR, García déclara que ce député avait eu raison d'évoquer la création des milices paysannes qui devaient recevoir des armes pour se défendre du Sentier Lumineux, mais qu'en 1985 la proposition était inacceptable pour les politiciens, non seulement apristes. Il précisa aussi que tout le monde dans son parti craignait le sujet car ils ne savaient pas comment l'aborder, que proposer, considérant que c'était un problème militaire et que c'était aux forces armées de le résoudre (*Hatun Willakuy* 2004 : 228). On peut donc affirmer que García agit de la même manière que Belaunde, démissionnant de sa responsabilité légale et morale de défendre les populations civiles des abus des militaires, et leur abandonnant la tâche de la lutte anti-subversive. De son côté, le PCP-SL déclara son opposition armée au nouveau gouvernement par les assassinats sélectifs de plusieurs autorités apristes, députés, gouverneurs, maires, et cela pendant plusieurs années.

Le gouvernement tenta d'améliorer les forces de police, qui continuaient à se débattre dans des conflits internes entre les trois corps (Garde civile, Garde républicaine et Police de renseignements), et étaient corrompues par le trafic des drogues. La police fut donc restructurée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, des nombreux officiers furent envoyés en pension, ceux qui avaient été accusés de fautes graves, mais aussi, malheureusement, certains qui avaient une conduite irréprochable. En 1986, la police reçut des équipements (armes, véhicules, informatique), destinés à améliorer ses activités de combat contre la subversion.



Photo 9 : Policiers à Lima, 1987
(Courtoisie d'Ernesto Jimenez©)

Le PCP-SL mis à profit la répression sanglante de leurs militants et exalta l'image des morts comme des « héros de la cause senderiste » ; ainsi, le 18 juin fut déclaré « Jour de l'héroïsme ». Les attentats et les assassinats sélectifs augmentèrent tout au long de l'année 1987. Les forces de l'ordre firent des incursions musclées dans les universités nationales et des opératifs dans les banlieues misérables de Lima. Le gouvernement proposa des lois contre le terrorisme et d'autres qui devaient exclure les « excès » des forces de l'ordre. En mars 1987 fut créé le ministère de Défense, dont le ministre devait représenter les forces armées ; mais ce nouvel ministère n'eut aucun pouvoir réel dans la lutte contre le terrorisme, qui restait dirigée par le Commandement conjoint des forces armées.

1. L'alliance entre le PCP-SL et les narcotrafiquants du Huallaga

Le PCP-SL mit à profit cette crise généralisée et redoubla ses actions entre 1988 et 1990, en augmentant ses activités liées au trafic de cocaïne dans la vallée du Huallaga, en Amazonie nord, commencées dès 1984. Cette année-là, le dirigeant « *camarada Artemio* » (Florindo Flores Hala) fut envoyé dans la zone pour organiser la participation du PCP-SL dans l'économie de la cocaïne. Il allait développer la mainmise senderiste dans la région jusqu'à sa capture le 11 février 2012. En effet, Guzmán et ses complices avaient bien vu l'intérêt stratégique de leur participation dans ce trafic comme source de financement et s'étaient introduits au Huallaga pour « protéger » les cultivateurs des barons de la drogue locaux, des policiers et des fonctionnaires qui tentaient d'éradiquer les cultures de coca. *Artemio* et ses complices imposaient aussi des « impôts » aux trafiquants, s'imposant comme intermédiaires de facto entre les cultivateurs et les acheteurs.



Photo 10 : Militants du PCP-SL au Huallaga, années 1990
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

La CVR a analysé cette situation (IF, Tomo V), pour conclure que le contexte socio-économique associé à la production et au trafic de drogue a facilité l'insertion des groupes subversifs dans la région nord-oriental (Tomo IV). Il a conditionné aussi la réponse anti-subversive. Le boom des prix de la coca et de la cocaïne dans la seconde moitié des années 1980, a été parallèle avec l'augmentation de la violence dans le Huallaga. Le trafic a facilité par l'expansion de la corruption aussi bien chez les forces de l'ordre (on parle de « narcoarmée » et de « narcopolice »), que chez les subversifs (on parle

de « narcoterroristes »). Cependant, si au Huallaga l'argent du trafic de drogue servit à financer la lutte du PCP-SL contre l'armée, dans le fleuve Apurímac, la forêt d'Ayacucho, l'argent de la drogue servit à financer les milices civiles et les représentants des cartels de la drogue, qui finirent par expulser le PCP-SL de la zone après 1993.

2. Le MRTA ouvre un front à San Martín

Alors que le PCP-SL avait lancé son offensive contre l'État et contre la société péruvienne, un autre groupe de « révolutionnaires » fit son apparition en 1984. Ils avaient pris le nom de *Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru* (MRTA), se plaçant sous la direction de Víctor Polay Campos, et se présentaient comme un groupe de « guérilla latino-américaine classique » (Raúl Gonzáles 1988a et 1988b, Tarazona-Sevillano et Reuter 1990). Le MRTA était dirigé par des intellectuels de gauche qui croyaient à la révolution par la voie des armes comme seul moyen d'instaurer un État socialiste. Mais le mouvement ne partageait pas l'idéologie senderiste, et ce furent les actions déployées par le PCP-SL entre 1980 et 1984 qui les décidèrent à agir à leur tour. Ils s'affronteront au PCP-SL et aux forces de l'ordre, et ils glisseront, eux aussi, dans un processus de criminalisation liée au trafic de drogue. Le PCP-SL et le MRTA se disputeront en effet le contrôle des zones de trafic de drogue dans le Huallaga et dans la *selva* centrale.

Le Rapport final de la CVR estime que le MRTA fut responsable de 1,5% des victimes de la guerre, rarement au cours de massacres, et plutôt dans le cadre d'une stratégie de meurtres ciblés et de prises d'otages contre rançons, à la manière des FARC et de l'ELN colombiens (IF, Tomo II.1.4). Leurs conflits internes, qui se concluaient couramment par des meurtres, mirent un terme à leurs velléités politiques. Cependant, des actions terroristes du MRTA ont marqué les dernières années de la guerre notamment dans la *selva* centrale et dans la ville de Lima, où 14 militants du MRTA ont pris d'assaut la résidence de l'ambassadeur du Japon, avec 74 otages, entre le 17 décembre et le 22 avril 1997.

Le MRTA devint plus présent sur la scène politique durant la dernière phase du gouvernement de García (AMERICAS WATCH Report, 1988). Le 6 novembre 1987, une colonne armée prit d'assaut la ville de Juanjuí, dans le département de San Martín. Mais le pouvoir exécutif n'accorda pas d'importance à l'affaire, ce qui ne l'empêcha pas de déclarer la zone en état d'urgence et d'envoyer l'armée sur place pour remettre l'ordre. Quelques jours après, les 17-18 novembre, le Front de défense des intérêts de San Martín convoqua une grève générale protestant pour l'état d'urgence. De fait, l'état d'urgence va devenir presque permanent jusqu'en 1989 dans cette zone de la *selva* nord, agitée également par des attaques senderistes et des représailles de l'armée. Les exécutions des subversifs, ou supposés tels, par les militaires continuaient.

3. Les forces armées changent de stratégie militaire

Une nouvelle crise s'amorça en septembre 1988. La situation économique empira et empêcha la poursuite des dépenses sociales dans la lutte anti-subversive, alors même que le conflit s'étendait dans des nouvelles zones du pays. Les forces armées décidèrent de développer une nouvelle stratégie non seulement militaire mais aussi politique au niveau national. Il s'agissait de changer complètement l'approche du tout militaire contre les populations civiles, et aller vers la recherche d'une *coopération* effective de ces populations pour mener avec elles la lutte contre la subversion. Cette stratégie sera adoptée en juin 1989 avec la publication du « Manuel de l'armée de guerre non conventionnelle contre la subversion ME 41-7 », par le ministère de la Défense.

L'année 1989 fut la plus meurtrière après celle de 1984, il y eut près de 2 600 victimes (DESCO 1992). Le sénateur Enrique Bernales, qui présidait une commission sur la violence politique, présenta un rapport qui estimait le nombre de morts à 19 000 entre 1985 et 1990. Si en 1984 il y avait eu le plus haut niveau de mort de civils, en 1989 ce furent les autorités qui furent le plus touchées. La CVR estime que 68% des autorités politiques trouvèrent la mort et 71% des autorités municipales de la décennie de 1980, dont environ 45% étaient apristes. Environ 500 autorités des districts et des provinces du pays furent tuées par le PCP-SL. L'abandon des postes d'autorité civile fut massif entre 1989 et 1990. En 1989, 576 autorités avaient abandonné leurs postes, dont 431 appartenaient au parti apriste et 80 à la Gauche Unie. Les vacances de poste concernèrent surtout les provinces de Lima,

Huánuco et Junín. Des nombreuses femmes rurales acceptèrent d'occuper, informellement ou non, les charges d'autorité locale, faisant une entrée remarquée sur la scène politique locale, régionale et nationale, où elles avaient été normalement exclues. Le mouvement s'affirmera au cours du temps.

4. Les milices civiles officialisées

En décembre 1989, dans un contexte marqué par un grand pessimisme national et une grande impopularité du gouvernement, García distribua pour la première fois des fusils aux paysans d'une communauté d'Ayacucho, après avoir accepté le soutien en armes aux *rondas campesinas* [milices paysannes] en activité depuis 1984. Peu avant, le député apriste pour Ayacucho Alberto Valencia, avait apporté son soutien aux *rondas campesinas* de la vallée du fleuve Apurímac, dirigés par le « commandant *Huayhuaco* ».



Photo 11 : Milicien (*rondero*) de Huancavelica
(Courtoisie de Nelly Plaza©)

Malgré la guerre interne, les élections municipales de novembre 1989 eurent lieu dans un cadre politique différent. En effet, alors que les militants du PCP-SL renouvelaient leurs menaces contre les populations, les appelant à boycotter les élections, et convoquant des « grèves armées », les organisations civiles de Huancayo (Junín) et de Huamanga (Ayacucho) et de Lima répondirent aux

menaces avec des manifestations de rejet contre Sentier Lumineux. C'était une première marque de rejet collectif et public. À Lima, le candidat de la Gauche Unie Henry Pease, professeur d'histoire, convoqua toutes les forces politiques nationales, de droite, de centre, et les associations civiles à une marche qui fut l'une des plus importantes de l'histoire de la ville.

5. La création du GEIN au sein de la DINCOTE

La direction contre le terrorisme (DINCOTE) existait depuis 1983, mais elle reçut des moyens suffisants et un millier d'hommes pour mener à bien ses activités, centrées sur la capture des dirigeants subversifs du MRTA et du PCP-SL, en 1988. Le Groupe spécial de renseignements (GEIN) fut créée durant cette période, et il réalisa une série de captures importantes entre 1990 et 1992. Ce groupe d'élite allait capturer Abimael Guzmán en septembre 1992, il leur avait échappé le 1^{er} juin 1990. Le GEIN fit preuve d'une redoutable efficacité, fonctionnant avec un budget minimaliste et dans le plus grand secret. La capture de Guzmán fut réalisée par cette unité de police sans que le gouvernement ni l'armée en soient informés. Raison pour laquelle Fujimori fera disparaître le GEIN peu après et inventera de toutes pièces la version selon laquelle la capture du chef du PCP-SL fut l'œuvre des forces armées (*Hatun Willakuy* 2004 : 176 et *sqq.*). Les anciens membres du GEIN ont reçu une reconnaissance de l'État à leur action sans faute seulement en juillet 2012, lorsque le président Ollanta Humala [ex militaire de carrière] les a remerciés en leur offrant également des postes de responsabilité.

6. Les violences de masses : juin 1986 à mars 1989

(23) Disparitions et assassinats dans la base militaire de Capaya, 1987-1989***

La CVR a reçu un nombre important de plaintes des habitants de la localité de **Cayara** (Province Víctor Fajardo, Ayacucho) accusant les militaires de la caserne de détentions arbitraires, de tortures et de disparitions forcées. Des enquêtes menées *in situ* ont montré l'existence de cinq fosses communes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête légale exhaustive ; le nombre de restes humains enterrés est supérieur à 35. On a constaté également 18 disparitions forcées, dont les victimes ont été dûment identifiées. (IF, Tomo VII : 190-198). La CVR a recueilli six témoignages de personnes soumises à la torture dans la Base de Cayara, trois témoignages de viols de femmes et quatre témoignages de disparitions forcées (IF, Tomo VII : 191-194). La *Defensoría del Pueblo* a recueilli également des témoignages sur les mauvais traitements infligés aux détenus de la Base de Capaya et sur l'existence de fosses communes (*Informe defensorial* n° 55, 2002a). Ainsi, Ever Bonifacio Gutierrez déclare avoir été témoin « d'un grand nombre de choses inhumaines que les militaires ont commises à Cayara » ; dont l'exécution de nombreuses personnes, de manière très cruelle, qui étaient emmenées au loin, et qui furent enterrés sur place. Il signala également que les militaires torturaient psychologiquement les habitants de Cayara, réunis une fois par semaine, en leur montrant des parties des corps des victimes (doigts, oreilles) pour terroriser la population. Cela a duré entre décembre 1987 et août 1991 (Témoin n°1, *Defensoría del Pueblo*, IF, Tomo VII : 195).

(24) Disparitions dans la Base militaire de Santa Rosa***

Les 8-13 Janvier 1988 : entre 17 et 24 personnes habitant diverses communautés de la Province de Aymaraes (Abancay), sont arrêtées et conduites à la **Base militaire de Santa Rosa**, d'où elles ne sortirent jamais, elles sont portées disparues jusqu'à présent. D'après les versions officielles de l'armée stationnée à Abancay, les personnes figurant comme « détenues » ont trouvé la mort dans un « affrontement entre les forces de l'ordre et les senderistes » (IF, Anexo 2 : 97).

(25) Massacre de paysans par le PCP-SL à Aranhuy***

Le 20 avril 1988 : une colonne senderiste arrive à la communauté d'**Aranhuay** (Santillana, Huanta, Ayacucho), portant des uniformes militaires. Ils demandèrent aux habitants de se réunir sur la Place d'armes, et les divisèrent en deux groupes, les plus jeunes d'un côté et les plus âgés de l'autre, et les forcèrent à faire des exercices physiques exténuants. Ensuite ils dévoilèrent leur identité, formèrent deux files et les tuèrent avec des armes à feu, leur donnant le coup de grâce à l'arme blanche. La CVR a identifié 21 morts, mais certaines personnes ont déclaré qu'ils étaient 29. Plusieurs personnes purent

s'échapper dans les collines voisines. Avant de partir, les senderistes brûlèrent les maisons, pillèrent les biens et les animaux. Une patrouille militaire arriva le lendemain accompagnée de *ronderos* de San José de Secce, et ils aidèrent les proches des victimes à enterrer les morts au cimetière d'Aranhuay (IF, Tomo VII : 124-125).

(26) Massacre de paysans à Erusco par les militaires***

Les 13-14 mai 1988 : après un affrontement entre senderistes et soldats de l'armée près de la communauté d'**Erusco** (Ayacucho), le commandement politico-militaire d'Ayacucho mit en route l'opération « Plan persécution ». Celui-ci conduisit à l'exécution de 39 paysans des communautés de Cayara et d'Erusco, ainsi qu'à l'assassinat de témoins et à la disparition de cadavres. Le Procureur qui s'occupait de l'affaire fut destitué après une plainte des survivants. L'affaire est connue sous le nom de Cas Cayara (IF, Anexo 2 : 100). Les militaires ne s'arrêtèrent pas à cette action, ils se rendirent ensuite à Cceshua à la recherche des paysans de Cayara. Ils réunirent 39 paysans (dont sept femmes) dans le lieu-dit Ccahuaypampa et les accusèrent d'être impliqués dans l'attaque d'Erusco. Une vingtaine d'hommes fut sélectionnée et torturée sur place. Ils furent ensuite emmenés dans une zone abrupte où les militaires les exécutèrent en les jetant dans le ravin (Témoignages de Alejandro Palomino Tarqui et Marcial Crisóstomo de la Cruz ; IF, tome VII : 210). Le lendemain quelques paysans arrivèrent sur place et trouvèrent quelques cadavres. Mais, comme dans d'autres cas, tous les cadavres disparurent peu après ; Alejandro Palomino déclara qu'il avait vu, d'une colline, comment le 15 mai, à midi, les soldats rassemblaient les cadavres et les emmenaient. Lors des enquêtes réalisées à Ccahuaypampa par le Dr Carlos Escobar (ministère public), il constata l'existence de cinq fosses avec les restes de six personnes ; dans l'une d'entre elles il trouva la peau d'une main, « *extraite comme un gant* », appartenant à Eustaquio Oré Palomino (IF, Tomo VII : 211).

(27) Attaque au poste de police d'Uchiza (San Martín)***

Le 27 Mars 1989 : Le Poste de police de la ville d'**Uchiza** (Province de Tocache, département de San Martín), est attaqué par une colonne de 300 à 400 senderistes, fortement armés ; le personnel de police était composé de 58 membres du DOES-6 (Direction des opérations spéciales). Selon les déclarations des policiers survivants : trois officiers furent soumis à un « procès populaire » avant d'être exécutés, sept autres policiers trouvèrent la mort au cours du combat, 14 furent blessés ; trois civils trouvèrent également la mort (dont deux femmes) et une jeune fille fut blessée (IF, 2003, Tomo VII : 226).

III. Le nouveau pic de violence et le déclin de la guerre : avril 1989 à septembre 1992

1. Une nouvelle stratégie militaire : rapprochement des civils et brutalité permanente

La stratégie militaire de la « guerre totale au terrorisme », on le notait précédemment, ne fut changée qu'en 1989. Un *Manuel de l'armée de guerre contre la subversion* (ME-41-7) fut publié à Lima en juin 1989 par le ministère de Défense. Dans ce document, sont analysées dans le détail et avec une grande précision les stratégies et l'organisation interne du PCP-SL et du MRTA. L'idée centrale qui est développée est que la subversion terroriste ne peut plus continuer à être affrontée sous le seul angle militaire, et que sans l'aide de la population, la guerre ne pourrait pas être gagnée dans le court terme. Le soutien de la population devra s'obtenir par le biais du rattachement d'une « *minorité active* » dans chaque village concerné par la violence. Pour ce faire, il faut créer une « *image positive des forces de l'ordre* » à travers le respect des règles que l'on pourrait classer comme étant respectueuses des droits civiques (respect des coutumes locales et des personnes, paiement des consommations, mettre fin aux abus d'autorité). La nouvelle stratégie était semblable à celle adoptée par le PCP-SL pour gagner les populations à leur cause, elle-même inspirée des recommandations de Mao Zedong pour manipuler et contrôler les populations chinoises (IF, Tomo II : 194 *et sqq.*). Dans tous ces cas, il n'y a aucune reconnaissance des droits des personnes, situation qui s'accorde avec la suspension des garanties constitutionnelles dans les régions déclarées en état d'urgence.



Photo 12 : Famille déplacée d'Ayacucho, années 1990
(Courtoisie d'Ernesto Jimenez©)

Ainsi, au cours de la guerre interne, plus de deux tiers du territoire national fut contrôlé par les militaires, près de la moitié de la population vivait sous l'état d'urgence, sans garanties constitutionnelles (Burt 2009 : 34). Malgré le discours de protection des populations civiles, la nouvelle stratégie de guerre intégrale contre le terrorisme se centra sur l'élimination sélective et méthodique des subversifs. Les militaires se comportaient, et étaient perçus, comme une armée d'occupation et traitaient les paysans d'Ayacucho, et des autres régions touchées par la guerre civile, en ennemis. Des ennemis contre lesquels tout était permis et contre lesquels la violence inutile fut largement appliquée. Cela n'était pas un secret, ainsi, lors des séances d'entraînement des militaires, on pouvait écouter cette chanson :

« Terroriste, cette nuit,
nous allons entrer dans ta petite maison
nous couperons tes petites oreilles
nous mangerons tes petites tripes
nous couperons tes petites têtes
et nous brûlerons ta petite maison. »
(Henríquez 2006 : 77).

*Terrorista, esta noche
entraremos en tu casita
cortaremos tus orejitas
comeremos tus tripitas
cortaremos tu cabecita
quemaremos tu casita.*

La brutalité des militaires et des policiers, faisait penser aux populations civiles qu'ils étaient des « étrangers ». En effet, des témoignages recueillis par la CVR font état de l'idée répandue durant la première phase de la guerre que les militaires étaient « d'une autre nation » (IF, Tomo VIII : 102). Les militaires alimentaient cette idée en affirmant que les massacres avaient été commis par des « Argentins ».



Photo 13 : Massacre de Pampas (Tayacaja, Huancavelica)
Le 14 mars 1990, 18 paysans, dont des enfants, furent tués par les militaires (IF, Anexo 2 : 124)
(Courtoisie de Nelly Plaza©)

2. Première phase de la présidence de Fujimori : juillet 1990-avril 1992

La montée d'Alberto Fujimori apparaît comme le résultat de l'échec des partis politiques (entre 1990 et 1995) et l'extrême personnalisation de la politique nationale (Gorriti 1990, Cotler 1993, Oliart 1998, Degregori 2000a, Pease 2003, Burt 2004, 2009). Cela dit, la faiblesse des partis péruviens est structurelle dans l'histoire républicaine ; ils ne sont pas les acteurs centraux de la scène politique, ni la voit d'accès à celle-ci qui est organisée par l'État à partir de ses réseaux de clientèle et sa répression (Cotler 1978). Pourtant, historiquement, ce qui prédomine ce sont les *caudillos* et les pouvoirs autoritaires, avec une société civile faiblement organisée — l'essor des associations populaires sera une caractéristique des années 1980 (Pease 2003, Manrique 2002).

Alberto Fujimori remporta les élections avec 62% des voix contre 37% obtenus par Mario Vargas Llosa. Il inaugura une période de corruption et d'autoritarisme qui ne s'embarrassait plus du décor démocratique car deux ans après son élection, il fit un coup d'État avec le soutien des forces armées, et gouverne avec elles jusqu'à sa chute en novembre 2000. Le degré de délitement des institutions étatiques, ou du peu qu'il restait, fut impressionnant. La loyauté des politiciens et des militaires s'achetait avec l'argent de la drogue car les revenus du trafic furent utilisés au plus haut niveau de l'État. Parallèlement, Fujimori manipula les populations pour leur forcer à croire que seule une stratégie de terre brûlée et de violence d'État anti-terroriste pourrait mettre un terme à la subversion du PCP-SL et du MRTA. Pendant dix ans, la majorité de Péruviens accepta, avec une certaine soumission, cette vision des choses et considère que les milliers de morts aux Andes représentaient le « coût social de la pacification ». Certes, l'éloignement émotionnel vis-à-vis des paysans considérés comme arriérés contribua à affirmer cette position de détachement et d'indifférence des populations urbaines et liméniennes pour les victimes andines et amazoniennes. Mais il n'en reste pas moins que la culture de la « violence nécessaire » fut cultivée et promue par le régime fujimoriste et ses alliés militaires.

En 1990, près du 40% du pays et plus de la moitié de la population vivait sous la loi martiale. Les forces armées et les groupes terroristes se rendaient responsables de milliers de morts. La perception générale était que le PCP-SL était en train de gagner la guerre contre l'État péruvien. La corruption due à l'expansion du trafic de drogue ainsi qu'aux salaires minimalistes des fonctionnaires, des militaires et des policiers touchait des plus bas au plus haut niveau de l'administration publique et des forces de

l'ordre. Le pays était proche du collapse (Degregori 2000a, 2012 : 28 ; Klarén 2008 : 490, Youngers 2003 : 191 *et sqq.*, Burt 2007 : 267). Entre 1990 et 1992, les revenus des salariés tombèrent d'un tiers, environ un million de travailleurs perdit son poste de travail, et l'on estimait que 54% de la population vivait dans la pauvreté (Klarén 2008 : 491). Dans ce contexte cauchemardesque pour les majorités des populations poussées vers la misère, une épidémie de choléra se répandit dans le pays à partir de janvier 1991 ; l'épicentre de l'épidémie était située à Chancay, à 60 km au nord de Lima, à la fin janvier, elle touchait toute la côte, en février la *sierra* fut concernée et l'Amazonie en mars. A la fin 1991, quatorze pays de l'Amérique latine étaient touchés. Au Pérou, 322 562 personnes furent contaminées, et il y eut 2 909 morts déclarés et enregistrés par le ministère de Santé (mais probablement beaucoup plus en Amazonie). Le ministère déploya un plan d'urgence sanitaire destiné à arrêter la maladie par des mesures d'hygiène, ce qui fut fait. La mortalité infantile fut de 78/1 000, on découvrit que seulement 55% des habitants du pays avait accès à l'eau potable, et que sur les 6 459 000 habitants de Lima, 1 617 487 vivait dans l'extrême pauvreté (*Historia del cólera en el Perú* 2010).



Photo 14 : Le Président Alberto Fujimori
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

3. Les violences de masses : avril 1989 à septembre 1992

(28) Le PCP-SL installe des camps totalitaires de travail et de rééducation : 1989-1995***

Le PCP-SL avait commencé son travail d'endoctrinement des Natifs de l'Amazonie centrale (Ashaninka et Nomatsiguenga) à partir de 1985. A partir de 1987, installe des bases à Santo Domingo, Abapate, Selva Virgen et Centro Tsomaveni (fleuve Ene), avec des chefs andins d'Ayacucho et quelques recrues natives. En 1989, toutes les communautés du fleuve Ene et du Haut Tambo sont sous contrôle senderiste, les Ashaninka sont forcés à vivre dans des camps installés dans la forêt vierge ; ils travaillent pour ravitailler les combattants, sont affamés en permanence, souvent malades, les fillettes et les femmes sont violées régulièrement, et tous vivent sous le contrôle total des géoliers. Les milices civiles du Bas Tambo organisent la résistance en 1990, les militaires les aideront seulement en 1991. Les militaires et les Ashaninka organisés en milices et armés par les militaires commencent à récupérer des milliers de personnes des camps entre 1993 et 1995 (*Comisión de emergencia ashaninka* 1995, 1997, *Defensoría*, sans date ; Rojas 2008). Certains groupes resteront dans la forêt, sans nouvelles, jusqu'en 2003. La CVR a estimé que 6 000 Ashaninka sont morts dans les camps senderistes, mais leur nombre est probablement majeur. En avril 2014 on a trouvé un nouveau lieu d'enterrement dans le fleuve Ene, avec plus d'une centaine de corps (Villasante 2014c, 2014d, 2014e, en préparation).



Photo 15 : Femmes et enfants Ashaninka libérés des camps, sans date
(Lamula.com)

(29) Massacre de dirigeants par le PCP-SL à Chongos Alto et Chicche***

Le 12 avril 1989 : une quarantaine de membres du PCP-SL assassinent 12 dirigeants de **Chongos Alto** et de **Chicche** (Province de Huancayo, Junín). La CVR rapporte qu'à l'aube du 12 avril, arriva à Chongos Alto un bus volé avec une quarantaine de senderistes, hommes et femmes, armés et avec les visages masqués, sous les ordres de la *Camarada Rosa*. Ils avaient une liste des autorités, qu'ils firent sortir de leurs maisons pour les conduire à la Place d'armes, les mains attachées. Arrivés à la place, elles furent mises à mort. Les senderistes laissèrent des écriteaux sur les cadavres avec la mention « *Les chiens de l'État meurent comme ça* ». Ensuite ils dynamitèrent la Banque de la nation, le Poste médicale, le Tribunal et la mairie. Ils s'enfuirent vers Cercapuquio. Les corps furent recueillis par les proches et conduits à la morgue de Huancayo (IF, Tomo VII : 217).

(30) Affrontement entre le MRTA et les militaires tourne au massacre à Los Molinos***

Le 28 avril 1989 : un détachement du MRTA qui circulait dans deux camions vers la ville de Tarma fut surpris par une patrouille de l'armée ; lors de l'affrontement trouvèrent la mort 58 membres du MRTA, six soldats de la *Base Los Molinos* [8 km à l'Est de Jauja, Junín], et cinq civils, soit 69 personnes. (IF, Tomo VII : 253). 63 cadavres furent emmenés à la morgue de Jauja, dont cinq civiles, trois corps d'*emerretistes* furent identifiés par leurs proches et 55 autres furent enterrés comme « inconnus ». Selon l'armée, cinq soldats perdirent la vie lors de cet affrontement et 26 furent blessés. Mais selon des témoins il y eut d'avantage de morts chez les militaires (Témoignage 300533, CVR, Jauja, in IF, Tomo VII : 253). Après l'engagement, l'armée lança des opérations de recherche de « subversifs » ; elle arrêta et fit disparaître sept civils. Deux témoins affirment qu'ils furent conduits à la base de Jauja, et que leurs cadavres furent jetés des hélicoptères (Témoignage 310508, Jauja le 25 avril 2002 ; et entretien de juillet 2002). Il y eut également trois exécutions attestées : un couple de Los Molinos qui résista aux soldats fut conduit à la rivière et fusillé. Un jeune muet, qui ne pouvait donc pas répondre aux questions des militaires, fut tué avec une grenade (IF, Tomo VII : 254-256).

(31) Tuerie de dirigeants Ashaninka à Cutivireni par le PCP-SL***

Mai 1989 : le PCP-SL tue trois professeurs et 10 dirigeants Ashaninka de la communauté de **Cutivireni** (Fleuve Ene, Satipo, Junín), parce qu'ils refusaient de participer dans leur lutte armée. Les professeurs furent crucifiés. Les familles de Cutivireni, terrorisées, s'enfuirent dans la forêt et résistèrent plusieurs mois (IF, Tomo IV : 244). Dans cette zone du fleuve Ene, plusieurs familles cherchèrent refuge dans la forêt pour fuir les senderistes dans la zone dite Tzibokiroato.



Photo 16 : *Ronderos* Ashaninka du Fleuve Tambo
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

(32) Massacre de Pampa Coris par les militaires**

Le 24 juin 1989, une patrouille militaire de la Base de Pampas, Tayacaja (Huancavelica), arriva à la localité de **Pampa Coris** (Ayahuanco, Huanta, Ayacucho), et séquestra les habitants pendant toute la nuit. Le lendemain, les femmes furent libérées et les hommes, environ 30, furent emmenés à la communauté voisine de Huarcatán, où ils furent exécutés avec des armes à feu, et enterrés dans une seule fosse commune. Les premières enquêtes d'anthropologie légale ont eu lieu les 9-13 novembre

2009, et 25 corps d'hommes, avec leurs habits, ont été exhumés, dont 5 non incomplets (Association des droits humains, APRODEH, *La República* du 18 novembre 2009).

(33) Attaque et incendie de la mission de Cutivireni***

Le 14 novembre 1989 : la mission franciscaine de Cutivireni (Ene, Satipo), fut entièrement brûlée, six Ashaninka trouvèrent la mort. Les 30 communautés ashaninka du fleuve Ene furent abandonnées, les habitants s'enfuirent dans la forêt. La zone était isolée et contrôlée par le PCP-SL. Il en allait de même dans le fleuve Tambo, où les 14 communautés du Haut Tambo furent aussi abandonnées, alors que l'armée ashaninka se constituait à la communauté de Poyeni, sous la direction d'Emilio Simón Anita, dit *Kitóniro* [scorpion]. Dans le district de Mazamari et de Río Negro (Satipo), les deux autres lieux de résidence des Ashaninka et des Nomatsiguenga, la pression senderiste était plus forte, et les affrontements entre les milices, les militaires et les senderistes plus fréquents. Les colons Andins souffrent aussi d'assassinats sélectifs et des déplacements forcés (Documento 080402-03 Ashaninka, *Defensoría del Pueblo*, sans date).

(34) Exécution d'un dirigeant Ashaninka par le MRTA au Palcazu, représailles***

Le 8 décembre 1989 : La CVR a établi qu'Alejandro Calderón Chavez, chef politique ashaninka de la vallée du **Pichis** (*Asociación de nacionalidades ashaninka del Pichis*, ANAP), fut séquestré et exécuté par le MRTA au Palcazu. Cette exécution déclencha une vague de représailles massives et l'émergence d'une « armée ashaninka » qui prit d'assaut la localité de Puerto Bermúdez le 5 janvier 1990, et attaqua des colons Andins accusés d'appartenir au MRTA. Pendant 6 mois les autorités laissèrent faire, et il y eut au moins 3 meurtres, et un nombre indéterminé de tortures et de viols (IF, Tomo VII : 217).

(35) Massacre dans la communauté de Paqcha par le PCP-SL***

Les 10-11 décembre 1989 : Le PCP-SL tue au moins 22 personnes dans la communauté de **Paqcha** (ou Pacchas, Vinchos, Huamanga (Ayacucho) (DESCO 2000). À l'aube du 11 décembre, un groupe d'environ 200 senderistes investi Paqcha pour les punir de collaborer avec les militaires. Ils prirent tous les hommes dans leurs maisons et les conduisirent sur la Place d'armes. Ils les obligèrent à se coucher par terre, les mains liées, et commencèrent à les torturer à l'arme blanche et avec de pierres pour que leur mort soit longue et pénible. Le groupe brûla ensuite tous les documents d'état civil et de l'histoire municipale de la communauté. Enfin ils enfermèrent les femmes et les enfants dans le local communautaire et allèrent piller les maisons. Un hélicoptère de l'armée arriva vers 8h, alertés par un survivant qui avait pu s'échapper avant la tuerie. Ils libérèrent les femmes et les enfants et autorisèrent l'enterrement d'au moins 22 corps disséminés sur la place (IF, Tomo VII : 219-220). P. del Pino (2007 : 16), signale que le massacre de Paqcha fit un total de 47 morts ; et que dans la même région, à **Acos Vincho** [Acosvincho], 50 paysans furent tués le 14 janvier 1990 ; dans les deux cas les victimes avaient été égorgées et leurs têtes écrasées avec de pierres. [Selon la CVR, le massacre d'Acosvincho fit 48 morts, voir IF, Tomo IV : 38].

(36) Exécutions sommaires et massacres par les militaires au Huallaga***

De 1989 à 1994 : au cours de cette période, des exécutions sommaires et des massacres furent perpétrés par les forces armées dans la région du fleuve **Huallaga**, au nord de l'Amazonie péruvienne, dans le cadre de la lutte anti-subversive. Selon les données de la CVR, au cours de ces actions environ 232 personnes furent tuées et 198 disparurent. Les faits se déroulèrent principalement dans les Districts de Rupa Rupa et de José Crespo y Castillo (Leoncio Prado, Huánuco) (IF, Tomo VII : 269-270).

(37) Disparitions et exécutions massives à la Base Los Laureles de Tingo María***

Entre 1989 et 1993, l'action anti-subversive des militaires de la Base n° 313 de Tingo Maria, dite **Los Laureles**, fut d'une ampleur exceptionnelle ; la CVR a recueilli un nombre important de témoignages selon lesquels les détenus disparaissaient ou étaient tués et jetés au fleuve. Après la Province de Huanta (Ayacucho), le district de **José Crespo y Castillo** occupe la seconde place sur le plan national pour ce qui est du nombre total des victimes civiles de la guerre. Durant cette période, on enregistra 929 morts, sur un total de 1 607 morts et disparus enregistrés dans la zone pour la période 1980-2000.

(38) Le PCP-SL contrôle les Ashaninka de Satipo et fait disparaître 76 des maîtres d'écoles**

Janvier 1990 : Le PCP-SL contrôle et isole le fleuve Ene, les habitants se réfugient dans la forêt. Dans le fleuve Tambo, a lieu le VIe Congrès de la CART les 18-20 juillet, les participants s'opposent fermement aux actions du PCP-SL. Trois dirigeants sont assassinés le 22 juillet. Face aux incursions de l'armée et des Sinchis, les communautés du Haut Tambo disparaissent, les habitants se réfugient dans la forêt. L'armée ashaninka est créée sous la direction d'Emilio Simón Anita Ríos, dit *Kitoniro* [scorpion].



Photo 17 : Emilio Simón Anita, Kitoniro (décédé le 3 août 1999), Poyeni, Fleuve Tambo, Satipo (Villasante 2011©)

Dans le district de Mazamari, les villages de colons offrent protection aux militants du MRTA qui luttent contre le PCP-SL. Plusieurs déplacements forcés de communautés natives et andines, qui créent de *rondas* pour se défendre des subversifs. Les populations ont très peur et s'enfuient dans la forêt. Dans le district de Río Negro le PCP-SL effectue d'assassinats ciblés de colons et de natifs ; et continue les incursions dans les communautés ashaninka. La communauté de Cushiviani organise une marche contre le PCP-SL à Satipo contre les séquestrations d'enfants et de jeunes, et les exécutions sélectives (Documento 080402-03, Ashaninka, *Defensoría del pueblo*). Au cours de cette année, au moins 76 maîtres indigènes des écoles publiques disparaissent dans la région de *selva* de **Satipo** (département de Junín) ; nombreux furent capturés par les senderistes, certains les suivirent et d'autres trouvèrent la mort après avoir refusé de se plier au PCP-SL (IF, Tomo IV : 153).

(39) Massacre de Nomatsiguenga de Sonomoro par le PCP-SL**

Le 12 avril 1990 : 50 habitants [Nomatsiguenga] de **Sonomoro** (Pangoa, Junín), furent tués par une colonne senderiste ; cette dernière mit le feu aux maisons avant de partir. Les familles prirent la fuite

et cherchèrent refuge dans la ville de Satipo et d'autres localités de la région (IF, Tomo IV : 188). [Selon l'Anexo 2, environ 300 senderistes entrent à Sonomoro et tuent 35 indigènes (IF, Anexo 2 : 125)]. Selon DESCO (2000), le 13 avril, 50 natifs de **Naylamp** (Satipo) furent tués et 22 blessés.

(40) Massacre des paysans par les militaires à Chumbivilcas***

Les 19-30 avril 1990 : une patrouille de l'armée de la Base d'Antabamba (Apurímac), fait des incursions dans la zone de frontière avec la Province de **Chumbivilcas** (Cusco) et assassine 13 paysans après les avoir torturé ; huit autres personnes sont portées disparues (IF, Tomo VII : 305).

Selon deux survivants, huit paysans furent tués dans la colline Capullulo, les soldats les obligèrent à se mettre en file indienne, puis leur lancèrent des artefacts d'explosifs et les tuèrent ensuite en utilisant une mitrailleuse ; les cadavres furent jetés dans des fosses. Les dénonciations font état de la disparition de huit autres paysans détenus par la même patrouille ; enfin, trois femmes furent violées pendant leur détention. Les faits furent dénoncés le 28 avril 1990 par un groupe de dirigeants de Chumbivilcas (IF, Tomo VII : 305).

(41) Attaque du PCP-SL contre les Ashaninka du Fleuve Tambo, Mayapo***

Le 22 juillet 1990 : le PCP-SL assassine trois dirigeants de la *Central ashaninka del Río Tambo* (CART) qui organisait la résistance depuis 1989 (IF, Tomo IV : 153 et 244). Cette action déclenche la création de l'armée ashaninka, sous la direction d'Emilio Ríos (Rojas 2008 : 135). Emilio devint un héros-tyran et fut responsable des nombreux crimes contre des femmes et des hommes qu'il accusait de « terrorisme », alors qu'ils étaient des rescapés des camps qui cherchaient refuge dans sa communauté de Poyeni (Villasante 2012a, 2014c).

(42) Pillages et massacres de paysans de Santiago de Pischa et San José de Tiillas par des militaires (fosse à Chilcahuayco)***

Les 21-22 septembre 1990 : une patrouille militaire entre dans les communautés de **Santiago de Pischa** et **San José de Tiillas**, dans la haute montagne de Huamanga (Ayacucho), pille les maisons et accuse les paysans de collaborer avec le PCP-SL, puis les soldats arrêtent et massacrent 23 paysans et les enterrent dans une fosse à **Chilcahuayco**. Celle-ci fut découverte le 10 octobre. Les militaires venaient de la Base de Castropampa (Huanta) et étaient accompagnés de *ronderos* de Ccollpa, Compaia, Simpapata et Chanchara (IF, Anexo 2 : 130 ; *Seguimiento*, IDEHPUCP, 2010 : 17). L'enquête préliminaire a commencé en janvier 2004 et une résolution datée le 4 septembre 2009 dispose de continuer l'investigation ; le sergent Johnny José Zapata Acua a été inculpé (*Seguimiento*, IDEHPUCP, 2010 : 17).

(43) Disparitions et exécutions à l'Université du Centre par les militaires***

1990-1993 : Au cours de cette période, au moins 117 étudiants et professeurs de l'*Universidad del Centro* (**Huancayo**, Junín), furent victimes de la violence politique que subissait le pays. Le PCP-SL assassina au moins 43 universitaires, dont 18 ont été identifiées, et les forces armées exécutèrent 43 universitaires et firent disparaître 31 autres (IF, Tomo VII : 330).

(44) Libération de près de 2 800 Ashaninka des camps senderistes, Satipo***

1991 : Les militaires installent une base à **Cutivireni** et le lieu devint un refuge pour les Ashaninka du Fleuve Ene (venant de communautés de Kamantavishi, Kachingari, Tinkareni, Potoshi et Shaboroshari), dont la majorité avait été capturé et enfermé dans des camps par les senderistes (IF, Tomo V ; DESCO 1994b, 1996b ; Documento 080402-03 Ashaninka, *Defensoría del Pueblo*).

(45) Massacre de paysans de Santa Barbara par des militaires***

Le 4 juillet 1991 : deux patrouilles de militaires des Bases de Lircay et Santa Teresita (Huancavelica) exécutent 15 paysans de la communauté de **Santa Bárbara** (Huancavelica), après avoir été victimes de mauvais traitements, d'humiliations et avoir été dépouillés de leurs biens (Anexo 2 : 139 ; IF, Tomo VII : 365-374).

(46) Cas de massacre de Barrios Altos par un commando paramilitaire***

Le 3 novembre 1991, vers 22h, entre six et dix agents du SIE/GRUPO COLINA firent irruption dans une maison de **Barrios Altos** où une vingtaine de personnes célébrait une fête, ils obligèrent tout le monde à se coucher par terre et sans plus commencèrent à les tuer avec des mitrailleuses, tirant à hauteur de la tête et des épaules. Selon les témoignages des survivants, confirmés par les autopsies, les blessés furent achevés par un coup de grâce à la tête (CVR, *Audiencia pública de Lima, Caso 17*, le 22 juin 2002 ; IF, Tomo VII : 331). Le *Grupo Colina* était également responsable de l'assassinat de 28 personnes et de la disparition de 27 personnes (IF, Tomo VII : 332).

(47) Tortures et massacres à Apiza (Huallaga) par des militaires***

Le 19 janvier 1992 : la CVR a déterminé que des militaires et des policiers firent une incursion dans la communauté d'**Apiza** (Leoncio Prado, Huánuco) à la recherche de senderistes. Ils torturèrent et exécutèrent 32 paysans (IF, Tome VII : 388). Le 19 janvier vers 8h, un détachement d'une centaine de militaires et de policiers entra à Apiza, en uniforme, certains avec le visage masqué, armés et avec des équipements radio. Ils étaient sous le commandement du *Teniente Aquiles* [qui n'a pas été identifié]. Tous les habitants, environ 32 personnes, hommes, femmes et enfants, furent réunis dans la maison de Víctor Penadillo. Ils furent soumis à un interrogatoire concernant les chefs senderistes qui auraient commis l'attaque d'un camion. Face à leur silence, les militaires commencèrent à les torturer. Ils attachèrent les gens les mains derrière le dos, les couchèrent par terre, et leur brûlèrent le visage et le corps avec de l'acide qu'ils avaient découvert. Ensuite ils les achevèrent par balles puis ils firent exploser la maison entière. Plusieurs habitants purent malgré tout s'échapper dans une colline et assistèrent au massacre ; « les gens mouraient après une longue agonie et en souffrant terriblement » (Témoignage 417666, Huánuco le 5 octobre 2002).

Les militaires partirent vers 11h. Lorsque les gens qui s'étaient échappé descendirent des collines, ils virent 32 cadavres, dont deux enfants, tous paysans. La CVR a pu identifier seulement 14 victimes : neuf hommes, trois femmes et deux enfants. Les survivants étaient terrorisés, et ils décidèrent de les enterrer rapidement dans la maison du drame, avant que les militaires ne reviennent ; les témoins signalent que les corps étaient mutilés, sans tête, sans ventre, et d'autres avaient des blessures par balle ou dans le cœur. L'une des filles d'une victime tenta de porter plainte auprès de la police le jour même des faits, mais sa demande fut rejetée ; et aucun autre survivant n'essaya de dénoncer les faits par peur des représailles car « dans ce temps il n'y avait pas de justice, au contraire, si tu allais voir la justice on te faisait disparaître » (Témoignage 420186, Huánuco 18 décembre 2002). Ainsi, il n'y eut aucune plainte formelle et le massacre est resté impuni (IF, Tomo VII : 392).

(48) Exécutions de dirigeants syndicats à Santa***

Le 2 mai 1992 : 9 hommes associés aux syndicats du district de **Santa** (Province de Chimbote, Ancash), sont exécutés par le Groupe Colina, composé de membres des forces armées et de la police, auteurs du massacre de Barrios Altos le 3 novembre 1991 (IF, Anexo 2 : 149). Le fait mérite d'être cité ici car il fait partie d'autres crimes commis par le Groupe Colina. Les cas d'exécutions et de massacres perpétrés par le Groupe Colina sont jugés dans diverses instances. Les cas de Barrios Altos, Santa, famille Ventocilla, Mariela Barreto et Pedro Yauri, sont regroupés dans un seul procès, actuellement dans la phase de jugement à la Première Chambre Pénale Spéciale Anti-corruption (*Seguimiento*, IDEHPUCP 2010).

(49) Massacre de prisonniers à Lima, Lurigancho***

Les 6 et 9 mai 1992 : la police devait effectuer un transfert d'une centaine de femmes accusées de terrorisme, de la Prison de haute sécurité **Miguel Castro Castro** (San Juan de Lurigancho, Lima), vers la Prison de Chorrillos (Lima). Mais le transfert tourna au massacre : 42 prisonniers furent exécutés par les forces de l'ordre (IF, Anexo 2 : 149 ; IF, Tomo VII : 457 et *sqq.*).

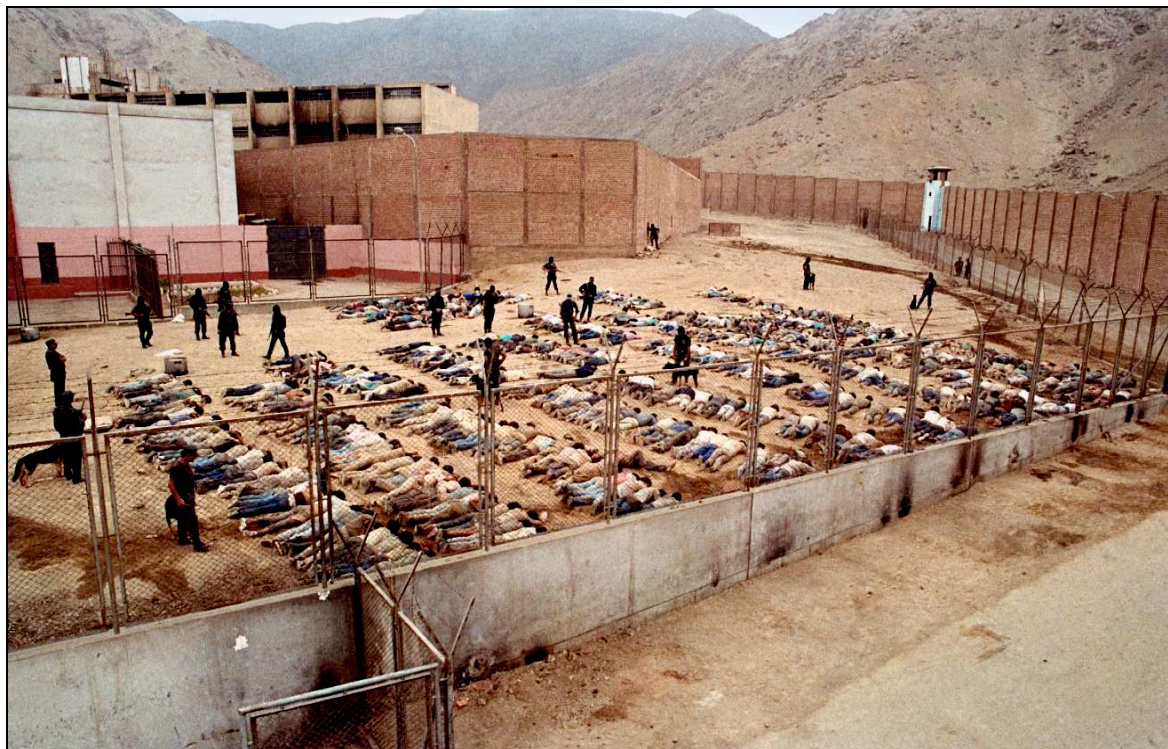


Photo 18 : Reddition des prisonniers à la Prison Castro Castro, Lima
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

(50) Massacre de paysans à Huamanquiquia par le PCP-SL***

Le 1^{er} juillet 1992 : une colonne senderiste entre dans le district de **Huamanquiquia** (Huamanga, Ayacucho), réunit la population et leur demande de signaler deux membres du PCP-SL du lieu, les 18 paysans qui le font sont regroupés, frappés avec des bâtons et des pierres, puis égorgés avec des couteaux et des haches (IF, Anexo 2 : 151 ; IF, Tomo IV : 64).

Il s'agissait d'une expédition de représailles en réponse à l'assassinat de trois senderistes par les militaires et les *ronderos* de Huamanquiquia. Selon les proches des victimes, les senderistes avaient des uniformes militaires. Ils réunirent les habitants à la place du village, choisirent près de 40 parmi eux ; les hommes furent conduits au local communautaire. Un second groupe de senderistes attendait en dehors du village qu'on les appela ; ce qui fut fait vers 17h, ils apportèrent des couteaux, des machettes et des haches, des pierres et des bâtons, et commencèrent à tuer les villageois, au total 18 parmi eux trouva la mort, dont deux autorités de Huamanquiquia. Un témoin note que tous les morts étaient couchés de ventre, qu'on avait coupé les cheveux aux femmes, certains avaient la tête coupée [Témoignage CVR, 203003]. Les femmes avaient été enfermées dans un salon et elles furent forcées à faire la cuisine, elles furent torturées, leurs cheveux furent coupés et après on les libéra. Les morts furent enterrés à la hâte, avec l'aide des villageois de Tinca. Les faits ne furent pas dénoncés aux autorités de peur des représailles [Témoignage 203008] (Aroni 2006 : 278-280 ; IF, Tomo IV : 64).

(51) Attentat à la bombe du PCP-SL à la rue Tarata, Lima***

Le 16 juillet 1992 : une voiture piégée explose dans la rue Tarata du quartier commerçant de Miraflores, Lima, faisant 25 morts et environ 155 blessés. Cet attentat fut un choc pour la population liménienne qui, après 12 ans de guerre, prend conscience de la violence du conflit. Cela alors même que les attentats et les meurtres étaient devenus courants depuis une dizaine d'années. D'autres attentats sont perpétrés à Lima le 18, le 19, le 20, le 21, le 22, le 23 ; et dans d'autres villes du pays (Piura, Ayacucho, Huaraz, Cusco). Entre janvier et juillet 1992, 37 voitures piégées explosent dans la ville de Lima faisant environ 50 morts. Cette escalade de la violence senderiste fut une conséquence du coup d'État de Fujimori ; ainsi, malgré quelques critiques internationales, un commandement politico-militaire, soutenue par une partie de la population pour en finir avec la guerre, dirigé par Fujimori prit le contrôle du pays pendant huit ans (IF, Tomo VII : 476).

(52) Exécution d'universitaires de La Cantuta par le Groupe Colina***

Le 18 juillet 1992 : une incursion militaire dans la Cité universitaire de l'Université nationale Enrique Guzmán y Valle, **La Cantuta**, se termine avec la séquestration et l'exécution sommaire de neuf étudiants et d'un professeur. Les auteurs de ces meurtres sont les membres du Groupe Colina ; l'enquête judiciaire fut délibérément freinée par le régime de Fujimori (IF, Anexo 2 : 151 ; IF, Tomo VII : 425 *et sqq*).

4. La capture d'Abimael Guzmán Reinoso, chef du PCP-SL : un tournant de la guerre

Le 12 septembre 1992 : le chef historique du PCP-SL, **Abimael Guzmán Reinoso**, est capturé avec quelques membres de son Comité de direction dans une maison du quartier de Surquillo, à Lima. Il habitait à la capitale pendant toute la durée de la guerre. C'est le GEIN, groupe dépendant de la Direction nationale contre le terrorisme (DINCOTE) de la police, dirigée par le général Ketín Vidal, qui réalise cette prise après un long et patient travail de renseignements et d'espionnage. Furent également capturées : Elena Yparraguirre Revoredo (membre du Comité permanent du PCP-SL) et compagne de Guzmán, María Guadalupe Pantoja Sánchez, Laura Zambrano Padilla et Elizabeth Cárdenas Huayta, membres du Comité central. Il n'y eut pas de résistance et personne ne fut blessé au cours de l'intervention de la police dans une maison bourgeoise d'un quartier chic de Lima, où le comité central du PCP-SL avait établi ses quartiers (IF 2003, Tomo II : 156 *et sqq.*, *Hatun Willakuy* 2004 : 257). L'équipe de policiers avait travaillé dans le plus grand secret pour éviter que les militaires et les officiers corrompus au service du régime empêchent ou perturbent une prise si importante pour venir à bout de l'insurrection et de la terreur senderiste. Fujimori était loin de Lima, il rentra le 13 septembre et fit les premières déclarations sur la capture tard dans la nuit. Cependant, la nouvelle était déjà connue depuis la veille, le général Antonio Ketín Vidal, directeur de la DINCOTE l'avait annoncée sans attendre l'autorisation du régime. Cela fut très mal pris par Fujimori qui, au cours des mois suivants, s'attacha, contre toute logique anti subversive, à faire disparaître l'équipe d'environ 80 agents du GEIN, dirigée par le Major Benedicto Jiménez et son bras droit, le Commandant Marco Miyashiro.



Photo 19 : Guzmán présenté au public et à la presse après sa capture, septembre 1992
(Courtoisie d'Alejandro Balaguer©)

IV. Les dernières années de la violence : octobre 1992 à novembre 2000

La capture de Guzmán marqua le début de la fin du mouvement senderiste au Pérou, les militants furent anéantis par cette réalité qui mettait un terme définitif à leurs élucubrations de guerre populaire et le mouvement commence à se déstructurer progressivement. Même si cela n'impliqua pas la fin des activités terroristes, qui continuèrent notamment dans la région de la *selva* centrale, où les Ashaninka et d'autres groupes de langue arawak, avaient été soumis à la violence senderiste depuis 1989, forcés à vivre dans des camps de travail et de mort jusqu'aux années 1993-1995. La direction senderiste en liberté tenta de continuer les actions de violence, mais sans Guzmán celles-ci perdirent effectivité ; de plus, la mise aux arrêts du chef sanguinaire donna plus de courage aux populations pour se défendre et lutter frontalement contre le terrorisme. Enfin, les désertions des militants senderistes furent encouragées par l'armée et par la Loi de repentance 25499 (du 12 mai 1992), qui accordait la protection aux terroristes repentis qui voulaient collaborer avec les forces de l'ordre pour la capture d'autres senderistes (*Hatun Willakuy* 2004 : 179). Cette loi fut abrogée en novembre 1994.

1. Deuxième phase de la présidence de Fujimori : un gouvernement civilo-militaire

Après la capture de Guzmán, et la mise à l'écart du GEIN et de la DINCOTE, le régime de Fujimori renforça considérablement le Service des renseignements de l'armée (SIN) contrôlé par Vladimiro Montesinos. Le pouvoir personnel de ce dernier augmenta de manière considérable. La popularité de Fujimori restait fondée sur le coup d'État, la capture de Guzmán et la chute de l'inflation, mais la pauvreté augmentait en raison de la mise en place du programme d'austérité qui concernait désormais les deux tiers de la population. Parallèlement, dans l'absence d'une opposition parlementaire, Fujimori et Montesinos pouvaient continuer à imposer leur autorité illégitime sur les institutions politiques et sur la société toute entière.

En octobre 1993, la nouvelle constitution rédigée à la demande de Fujimori, qui lui permettait un second mandat, l'endurcissement des lois anti-terroristes, dont le rétablissement de la peine de mort, et un renforcement du pouvoir exécutif avec peu de contre-pouvoirs, fut soumise au référendum. Le « oui » le remporta (surtout à Lima) mais avec justesse, soit 52% contre 44%. Cela impliquait que des secteurs importants de la population, notamment à l'intérieur du pays, remettaient en question la validité des changements proposés par les fujimoristes, notamment les classes d'élite et les classes populaires, qui étaient durement frappées par la crise économique du pays. A cette époque on estimait que 54% de la population péruvienne vivait en conditions de pauvreté et d'extrême pauvreté ; la population économiquement active sans emploi ou avec des emplois précaires était de 87% en 1993 (Klarén 2008 : 491). Cette situation de crise profonde explique la passivité avec laquelle la société reçut les changements politiques de 1992 et de 1993 ; Javier Iguíñiz le dit clairement : « *dans l'acceptation il y a une composante de résignation* », face à la misère quotidienne et à l'insécurité de la guerre « *on n'a ni le temps ni la tête pour penser à autre chose qu'à la survie, et pas du tout à la démocratie* » (Pease 2003 : 211).

En avril 1995, Fujimori remporta les élections avec 64,4% contre 22,8% des voix obtenues par Javier Pérez de Cuellar, ancien secrétaire de l'ONU. Pour la première fois au pays, un candidat remporta une élection avec le soutien massif de la population, sans distinctions majeures entre les régions, les classes sociales, les appartenances ethniques, le genre et la génération (Degregori (2000, 2012 : 46 *et sq.*). Avec ces résultats exceptionnels, Fujimori pu gouverner avec une majorité absolue de 67 congressistes sur un total de 120.

Alors que la violence de la guerre civile avait diminué après septembre 1992, le régime de Fujimori tentait de se servir de « la peur du terrorisme » pour conserver et élargir sa mainmise sur l'État, sur les forces armées et sur la société péruvienne. Le « terrorisme » était devenu le cœur des mensonges étatiques. Les opposants étaient régulièrement accusés de « terrorisme », et les marches de proteste étaient censées être infiltrées par des « terroristes » (*Hatun Willakuy* 2004).

Alberto Fujimori pensait rester au pouvoir jusqu'en 2005, et pourtant, l'effondrement du régime commença en 1999 et se termina en 2000. En novembre de cette année, il s'enfuit au pays de ses parents, le Japon. Le 9 avril 2000 eut lieu le premier tour des élections et le pays découvrit rapidement

que le président était tellement décidé à rester au pouvoir qu'il avait organisé deux fraudes scandaleuses. Les résultats officiels, de douteuse crédibilité, donnèrent Fujimori vainqueur du second tour avec 51,22% des voix, Toledo aurait reçu 17,68% des voix, alors que les voix nulles furent proches de 30% et l'abstention de 17,22% (Burt (2009 : 381-382). Or, le 14 septembre 2000, à travers une conférence de presse de Fernando Olivera, chef du parti FIM, accompagné d'autres congressistes, la chaîne de télévision *Canal N* transmis une vidéo qui fit scandale. Celle-ci montrait Montesinos en train de proposer de l'argent le congressiste Alberto Kouri, pour qu'il abandonne son parti d'opposition, *Perú posible* (dirigé par Alejandro Toledo) en échange de 15 mille dollars, et intègre celui du président (Degregori et Meléndez 2007 : 125-126).

Le 13 novembre, alors que Fujimori se trouvait en visite d'État à Brunei pour participer au Sommet de coopération Asie-Pacifique (APEC), le 17 novembre il s'en alla au Japon. Le même jour fut présenté la seconde vidéo du dîner de Montesinos au SIN, avec les chefs militaires après le second tour. Le 20 novembre, Fujimori annonça, par l'intermédiaire de son vice-président Márquez, sa démission du gouvernement, formalisée par un fax de l'Agence France Press de Lima. Le lendemain, le Congrès démit de ses fonctions à Alberto Fujimori pour incapacité morale et rejette sa démission. Le Congrès avait été réformé par la censure de la présidente Martha Hildebrandt le 13 novembre, et avait élu un nouveau président, Valentín Paniagua (du parti de droite *Action populaire*). Après la destitution de Fujimori, Paniagua fut nommé président du pays par intérim (Degregori 2012 : 335-336, Degregori et Meléndez 2007 : 126). Le nouveau Parlement institué par le gouvernement de transition de Paniagua mit en place une Commission de vérité pour enquêter sur la période de violence vécue au Pérou depuis mai 1980 jusqu'en novembre 2000. Des élections présidentielles eurent lieu en juin 2001 et Alejandro Toledo, de centre-gauche, les remporta. Il ajouta le terme « réconciliation » au mandat de la Commission de vérité. Le Rapport final (9 vols), fut présenté en août 2003 par le président de la CVR, le Dr Salomón Lerner, ancien recteur de la *Pontifica Universidad Católica del Perú* (Villasante 2014a, 2014b).

Fujimori a été capturé le 7 novembre 2005 à Santiago du Chili, il y était arrivé peu avant, convaincu qu'il pourrait lancer sa candidature aux élections présidentielles de 2006. Il fut extradé par le gouvernement péruvien et soumis à un procès public pour les cas de Barrios Altos (15 morts), La Cantuta (10 morts), et la séquestration de deux personnes. Le 7 avril 2009, la Chambre pénale spéciale de la Cour suprême du Pérou le déclara coupable des chefs d'accusation et le condamne à 25 ans de prison. Il purge sa peine dans la Base navale du Callao, prison de haute sécurité. Ses tentatives pour obtenir une libération pour des « raisons humanitaires » ont échoué.

2. Les faits de violence : octobre 1992 à novembre 2000

(53) Massacre de miliciens par le PCP-SL à Huayao***

Les 9-10 octobre 1992 : 47 *ronderos*, membres du Comité d'auto-défense de la communauté de **Huayao** (Tambo, La Mar, Ayacucho) sont tués par le PCP-SL. Cette année là, 215 *ronderos* trouvèrent la mort dans cette localité. 53 autres personnes furent tuées par des senderistes les 9 et le 10 octobre 1992 ; ce qui porte à 100 morts les victimes de ce mois dans cette localité de Ayacucho (DESCO 2000, IF, Tomo VII : 422-423).

Le 9 octobre 1992, vers 22h, environ une centaine de senderistes, hommes et femmes, encerclèrent la communauté de Huayao et l'aube du 10 octobre, assassinèrent 53 personnes qui se trouvaient dans leurs maisons ou qui tentaient de s'enfuir. Ils furent tués avec des armes blanches, des armes à feu et des haches. Une mère et trois de ses fils de 14, 7 et 3 ans, furent tués avec une cartouche de dynamite (Témoignage du fils survivant, Oswaldo Curo Quispe). Les survivants dénoncèrent les faits aux autorités. Les corps furent portés devant le Juge, la police et le personnel sanitaire, on ne sait pas si des autopsies furent pratiquées. La Base militaire de Chichari, dans la vallée du Fleuve Apurímac, envoya un détachement qui resta trois mois à Huayao (IF, Tomo VII : 421-425).

(54) Massacre de paysans à Tsiriari par des miliciens et des militaires***

Les 18-19 août 1993 : un groupe de 150 à 300 personnes d'origine andine, mais aussi des Ashaninka et des Nomatsiguenga [parents des premiers] firent une incursion dans huit communautés de la vallée

de **Tsiriri** (district de Mazamari, Province de Satipo, Junín), et tuèrent 72 habitants, hommes, femmes et enfants ; il y eut également des viols et les biens des victimes furent pris. Dans un premier temps, les senderistes du PCP-SL furent accusés d'être responsables du massacre ; mais des témoignages ultérieurs ont attribué ces meurtres à un groupe paramilitaire dirigé par le Commandant du Bataillon anti-subversif n° 324 de Satipo, « Natalio Sánchez » (IF, Tomo VII : 496 *et sqq.*). La CVR a reconstitué les faits de **Tsiriri** en février 2003. Il a été établi que le 18 août, un nombre indéterminé d'hommes d'origine andine, accompagnés de quelques Ashaninka de la zone, attaquèrent huit communautés de la vallée de Tsiriri peuplée par des colons Andins (Monterrico, Sol de Oro, Camavari, Santa Isabel, Unión Cubaro, San Francisco de Ubaro, Pueblo Libre), à l'exception de la communauté de Tahuantinsuyo habitée par des Nomatsiguenga. Ils tuèrent avec des armes blanches, 72 personnes, dont 16 mineurs [14 enfants auraient subi la mutilation de leurs oreilles, DESCO 2000]. 51 morts étaient d'origine andine et 21 d'origine nomatsiguenga. Il est probable que les auteurs étaient des membres du PCP-SL, pourtant selon d'autres témoignages, la participation de l'armée n'est pas écartée ; dans cette hypothèse, la responsabilité serait attribuée au *Teniente Veneno*, chef du bataillon n° 324 de Satipo, dont le vrai nom est Manuel Benigno Sanchez, déjà accusé d'avoir participé aux massacres organisés à la caserne Los Cabitos (Ayacucho). Il aurait voulu exercer une vengeance personnelle contre les Sinchis de Mazamari qui devaient apparaître comme les auteurs du massacre de Tsiriri (IF, Tomo V : 269 *et sqq.*).

(55) Massacre à Pichanaki par des miliciens**

Le 11 Septembre 1993 : un groupe de *ronderos* du Comité local de la communauté **San Fernando de Meritori** (Río Negro, Satipo), attaqua et assassina 10 colons de la localité de **Delta Pichanaki**, La Merced, Province de Chanchamayo), parce qu'ils refusaient à organiser une *ronda campesina* indépendante des forces armées (IF, Tomo VII : 484 *et sqq.*). Plusieurs habitants de Delta Pichanaki témoignèrent, auprès du Poste de police de Pichanaki, que les *ronderos Ashaninka* portant des armes blanches, des arcs et des flèches, arrivèrent dans leur localité et tuèrent dix hommes, dont sept avaient entre 12 et 24 ans, et laissèrent deux autres blessés. Selon les investigations de la police de Pichanaki, les cadavres avaient été mutilés et certains avaient reçu des flèches (Office 009-SE-JD.PNP.P du 13 septembre 1993). Les auteurs auraient été en état d'ébriété au moment du massacre.



Photo 20 : Enfants libérés des camps senderistes, Fleuve Tambo, 1995
(Courtoisie de Luzmila Chiricente©)

(56) Camps senderistes chez les Ashaninka, fosses d'Anapati, 1993-1994**

A partir de 1993, les libérations des Ashaninka captifs des camps senderistes augmentent, et l'on découvre également des lieux d'enterrements contenant des milliers de corps.

Le 16 septembre 1993 : le Comité central du PCP-SL lance un appel pour laisser les armes temporairement (DESCO 2000). *Le 24 septembre 1993* : 145 Ashaninka qui avaient été recrutés de force dans la province de Satipo furent libérés par l'armée (DESCO 2000).

Le 2 novembre 1993 : l'armée libère 320 Ashaninka captifs dans des camps senderistes du fleuve Ene (Document 080402-03 Ashaninka, *Defensoría del pueblo*).

Août 1994 : Après une incursion de l'armée et des *ronderos* dans la région d'**Anapati** (Río Tambo, Satipo, Junín), dans les bases senderistes : Nuevo Desarrollar, Nueva Aurora, César Vallejo et Progreso, les militaires trouvèrent plusieurs fosses communes avec de cadavres de prisonniers Ashaninka et de senderistes repentis tués au cours des dernières années. Le général Hermoza Ríos, dénonça personnellement cette découverte et le Procureur de Satipo se déplaça pour la vérifier. On estima qu'environ 2 000 personnes, colons Andins et Ashaninka, avaient été enterrés après avoir été assassinés ou après leur mort par maladie et malnutrition (P. del Pino 2007 : 41-42).

[Voir Villasante 2014c et 2014d].

(57) Fosses communes au fleuve Ene, septembre 1994, et mai 2014***

Des nombreuses fosses communes avec les restes de centaines d'Ashaninka assassinés sont découvertes dans la vallée du **fleuve Ene** (Satipo, Junín), par une commission formée par la Procureure Florencia Grandes et le commandant de l'armée Antonio Venegas, Chef politico-militaire de la sous-zone de sécurité de la selva centrale, entre autres personnalités (IF, Anexo 2 : 176). [Selon DESCO la découverte date du 28 août]. *En mai 2014*, on découvrit des nouvelles fosses communes avec une centaine de corps dans la zone de **Mapotoa** et **Yaynapango**, San Martín de Pangoa (fleuve Ene, Satipo) (Villasante 2014e).

(58) Prise de l'ambassade du Japon par le MRTA et l'Opération Chavín de Huantar de l'armée***

Le 17 décembre 1996 : vers 20h30, un commando de 14 membres du MRTA prend d'assaut la résidence de l'ambassadeur Japonais à Lima, Morihisa Aoki, lors d'une réception. Deux heures après ils laissent partir les femmes et les personnes âgées et gardent 490 otages (ambassadeurs, ministres, hommes d'affaires, épouses et autres). La crise se résout par l'assaut donné par l'armée le 22 avril 1997 qui se solde par l'exécution de 14 membres du MRTA et la mort de deux militaires et d'un civil (IF, Anexo 2 : 205, Tomo VII : 513).

*

RÉFLEXIONS FINALES

(1) Le PCP-SL fut un avatar du communisme maoïste au Pérou

Le PCP-SL était un mouvement communiste qui a réussi, pendant quelques années, à provoquer une guerre civile au sein de la société péruvienne, en se fondant sur l'idéologie maoïste de la révolution des campagnes à la ville, et en reprenant les méthodes totalitaires et sanguinaires déployées par Mao Zedong et ses lieutenants en Chine. Le PCP-SL fut un avatar du communisme maoïste au Pérou et en Amérique latine, et le plus meurtrier de tous les groupes à prétention révolutionnaire du continent.

Au Pérou, et ailleurs, l'ambivalence et le flottement qui caractérisait la compréhension du projet senderiste était et reste lié au manque de critique formelle du communisme international et de ses crimes au sein de la classe intellectuelle et des partis de la gauche. On n'a pas encore compris ce fait qui est régulièrement passé sous silence, par ignorance ou par tactique politicienne. La confusion a été longue entre la défense de la justice sociale dans un cadre démocratique, et l'utopie révolutionnaire qui annonçait la société parfaite, communiste, par la voie de la violence (Villasante 2012d : 9 *et sqq.*). L'autre élément qui a manqué aux interprétations de cette période fut l'incapacité de voir qu'on avait à faire à une *guerre civile*, avec tout ce que cela implique en termes de disparition des repères sociaux ordinaires des temps de paix.

(2) La composante ethnique de la guerre

Plusieurs témoignages font état de la récurrence du terme « indien » comme insulte (IF, Tomo VI : 258). Mais il faut rappeler à cet égard que le préjugé racial anti-indien est l'un des invariants de la structure sociale péruvienne, et l'on peut dire qu'il fut renforcé durant la guerre civile. En effet, les insultes qui stigmatisaient l'infériorité des « Indiens » furent récurrentes dans les détentions arbitraires, les tortures et les exécutions sommaires. Cela étant, il faut préciser que ces comportements ne reflètent pas seulement le racisme anti-indien ordinaire au Pérou car, dans le cadre d'une guerre civile, les ennemis devaient être différenciés et essentialisés, pour devenir réellement tels. J'avancerai donc que les deux composantes, la « race » et l'insertion dans un camp précis, ont agi au cours de la période de violence politique. En d'autres mots, les paysans étaient stigmatisés comme « ennemis » et renvoyés à leur essence « indienne », considérée distincte et inférieure à l'appartenance des militaires, qui étaient des défenseurs de la patrie, métis, hispanophones et évolués.

(3) « On suivait des ordres »

Les policiers et les soldats péruviens « expliquent » qu'ils suivaient des ordres de leurs chefs ; ce faisant, ils font appel aux mêmes explications données par les bourreaux nazis, khmers rouges, serbes et hutu. Cela implique deux choses : le rejet de la responsabilité des crimes (« on suivait des ordres »), et l'impunité qui lui est associée. Pourtant, cela ne suffit pas à expliquer la cruauté extrême contre des personnes sans défense. On avancera ici que trois facteurs interviennent dans la concrétisation de la cruauté extrême et de la *violence inutile* : la haine, l'emprise des idéologies et les préjugés, dont le racisme. Ces traits se sont concrétisés aussi chez les militants du PCP-SL, mais de manière plus forte, plus organisée et récurrente au sein des forces de l'ordre, qui étaient entraînées, dans des rites d'initiation, pour agir de manière brutale et barbare.

(4) Une réalité méconnue et passée sous silence : les camps senderistes

L'existence des camps senderistes représente la singularité la plus marquante de la guerre civile péruvienne. Et pourtant, elle n'a pas été repérée par la Commission de la vérité et la réconciliation, qui aborde les cas des Andins et des Ashaninka vivant sous le contrôle du PCP-SL sous l'angle de l'esclavage. Les camps totalitaires, fussent-ils russes, chinois ou nazis, sont complètement inconnus dans la littérature des sciences sociales péruvienne. Espérons que les travaux actuels apportent une nouvelle manière de voir et d'accepter que l'univers concentrationnaire a touché aussi des Péruviens.

Tableau 1 : Principaux massacres de la guerre civile au Pérou

[Modalité 1 : hommes et femmes séparés, 2 : seuls les hommes tués, 3 : hommes et femmes tués,
NI : Non identifié – #Autres sévices]

[* Affaires en justice / Camps du PCP-SL : Camps SL]

Affaires/Date	Lieu	Responsables	Victimes	Modalité
(1) 8, 15 déc 1982 1982-1987	Chungui/ Oreja Perro (Ayacucho)	Senderistes	8 dirigeants 30 paysans 1 381 paysans	1 exécutions Camps SL
(2) Janvier 1983	Umasi (Ayacucho)	Militaires	55 paysans	1/ #viols
(3) 26/1/83	Uchuraccay (Ayacucho)	Paysans	8 journalistes 2 paysans	2/ #mutilations
(4) 3/4/83	Lucanamarca (Ayacucho)	Senderistes	69 paysans	1/ #mutilations
(5) Avril 83 à 1985	Caserne Totos (Ayacucho)	Militaires	+300 paysans	3/ #tortures exécutions
(6) 22/4/83 1982-84	Carhuanca (Ayacucho)	Militaires Senderistes	n° indéterminé 256 paysans	3/ #tortures tués
(7) 14/5/83	Yuracruz (Ayacucho)	Militaires Ronderos	9	3/ par balle
(8) 28-31/5 1983	Quispillacta* (Ayacucho)	Militaires Ronderos	15 paysans	3/ mitrailleuse
(9) 13/11/83	Soccos* (Ayacucho)	Policiers	32 paysans (7 enfants)	3/ #violations
(10) 1983-85	Los Cabitos* Casa Rosada (Ayacucho)	Militaires	138 paysans (136 identifiés)	3/ #tortures #viols #fours cremation
(11) 21/3/84 à 1995	Vilca et Manta* (Huancavelica)	Militaires	30 femmes	[#violations]
(12) 8/7/84	Matamburu (Ayacucho)	Militaires	33 paysans	3/ par balle
(13) 16/7/84	Soras (Ayacucho)	Senderistes	118 paysans (51 identifiés)	3/ arme blanche
(14) 1/8/84	Callqui (Ayacucho)	Marine	6 évangélistes	3/ par balle
(15) 16/8/84	Huamanquiquia (Ayacucho)	Militaires	18 paysans	2/ #violations #mutilations
(16) 23/8/84 [7/8/95]	Pucayacu I* (Huancavelica) Pucayacu II	Marine Militaires	50 morts 99 disparus 7	3/ (fosses) #tortures #tortures
(17) 26/11/84	Lucmahuayco* (Ayacucho)	Militaires Sinchis Ronderos	10+53 (3 enfants)	3/ #tortures, viols pillages
(18) 5/12/84	Putcca (Ayacucho)	Marine Ronderos	42	3/arme blanche
(19) Décembre 84 [Février 2008]	Putis* (Ayacucho)	Militaires EPAF	123 94 corps identifiés]	1/ #violations (par balle)
(20) 14/8/85	Accomarca* (Ayacucho)	Militaires	62 (26 enfants)	3/ par balle pillages
(21) 4/10/1985	Lurigancho (Prison Lima)	Police	30 prisonniers	3/ (par balle)

Date	Lieu	Responsables	Victimes	Modalité
(22) 18/19 juin 1986	Prisons Lima	Militaires Policiers	244 prisonniers	3/ (par balle)
(23) 1987-89	Base Capaya* (Ayacucho)	Militaires	35 + 18 disparus	3/ #corps trouvés tortures
(24) 8-13/1/88	Base Santa Rosa (Abancay)	Militaires	17 à 24	3/ #violations tortures
(25) 20/4/88	Aranhuay (Ayacucho)	Senderistes	21 à 29	3/ par balle et arme blanche
(26) 13-14/5/88	Erusco* (Ayacucho)	Militaires	39 7 femmes 13 disparus	3/jetés dans ravin
(27) 27/3/89	Uchiza (San Martín)	Senderistes	10 policiers 3 civils	3/ par balle, pillages
(28) 1989-1995	Camps PCP-SL	Senderistes	+6 000 Ashaninka	exécutions, #violations
(29) 12/4/89	Chongos Alto (Junín)	Senderistes	12 dirigeants	2/ exécutions par balle
(30) 28/4/89	Los Molinos* (Junín)	Militaires MRTA	69/dont 58 MRTA	2/ affrontement
(31) Mai 89	Cutivireni (Junín)	Senderistes	13 Ashaninka	2/ #crucifiés
(32) 24 juin 1989	Pampa Coris (Ayacucho)	Militaires	25 paysans	1/ exécutions
(33) 14/11/89	Cutivireni	Senderistes	6 Ashaninka	Mission brûlée
(34) 8/12/89	Palcazu (Pasco)	MRTA	un dirigeant Ashaninka	(A. Calderón)
Janvier 90	Pto Bermúdez C.Constitución	Ashaninka	représailles massives	3/ #meurtres tortures, viols
(35) 10-11/12/89	Paqcha (Ayacucho)	Senderistes	22 paysans	1/ #exécutions tortures
(36) 1989 à 1994	Huallaga (Huánuco)	Militaires (4 cas étudiés)	232	3/ #tortures armes de guerre
(37) 1989 à 1993	Tingo María (Huánuco)	Militaires Los Laureles	929 sur 1 607	3/ armes guerre
(38) 1990	Satipo (Junín)	Senderistes	76 maîtres écoles	(disparus)
(39) 12/4/90	Sonomoro (Junín)	Senderistes	35 à 50 Nomatsiguenga	3/ incendies
13/4/90	Naylamp	Senderistes	22 Ashaninka	3/ #exécutés
13/4/90	Palo Acero (Huánuco)	Militaires	60 senderistes	3/
(40) 19-30/4/90	Chumbivilcas* (Cusco)	Militaires d'Antabamba	13 + 8 paysans	2/ #tortures, viols
(41) 22/7/90	Mayapo (Junín)	Senderistes	3 dirigeants Ashaninka	#décapités et torturés
22/7/90	Satipo	Senderistes	13 <i>Ronderos</i>	NI
24/7/90	Vista Alegre (Junín)	Non déterminé	40 paysans	NI
(42) 21-22/9/90	Chilcahuayco* (Ayacucho)	Militaires Castropampa	23/27 paysans	NI/ #enterrés fosse commune
(43) 1990-93	Universidad del Centro	Militaires Senderistes	43 + 31 disparus 43	3/ exécutés 3/ étudiants

Date	Lieu	Responsables	Victimes	Modalité
(44) 1991	Satipo (Junín)	Senderistes	Ashaninka camps	2 800 Ashaninka libérés
(45) 4/7/91	Sta Barbara* (Huancavelica)	Militaires <i>Ronderos</i>	15 paysans dont 7 enfants	3/ exécutés par balle
(46) 3/11/91 (Inculpation)	Barrios Altos* (Lima)	Grupo Colina et SIE Grupo Colina	15 civils dont un enfant 27 meurtres 28 disparitions	3/ par balle
(47) 19/1/92	Apiza* (Hualлага)	Militaires Policiers	32 paysans dont 2 enfants	3/ #tortures mutilations
(48) 2/5/92	Santa* (Ancash)	Groupe Colina	9 syndicalistes	2/ exécutés
(49) 6 et 9/5/92	Lurigancho* Prison, Lima	Police Militaires	42 prisonniers	2/ exécutés
(50) 1/7/92	Huamanquiquia (Ayacucho)	Senderistes	18 paysans	1/ #torturés égorgés
(51) 16/7/92	Calle Tarata (Lima)	Senderistes	25 civils	3/ attentat à la bombe
(52) 18/7/92	La Cantuta (Lima)	Groupe Colina	9 étudiants + un professeur	3/ exécution
(53) 9-10/10/92	Huayao* (Ayacucho)	Senderistes	47 <i>Ronderos</i> 53 paysans	(affrontement) 3/ arme blanche
(54) 18-19/8/93	Valle Tsiriri* (Junín)	<i>Ronderos</i> + et militaires	72 (16 enfants) 51 Andins 21 Nomatsiguenga	3/ #massacre arme blanche + /mutilations
(55) 11/9/93	Pichanaki (Junín)	<i>Ronderos</i> Ashaninka	10 Andins	2/ #mutilations armes blanches
(56) Août 1994	Anapati Tambo (Junín)	Senderistes	2 000 corps	fosses communes
(57) Sept 94	Río Ene (Junín)	Senderistes camps	centaines corps	fosses communes
7 Septembre	Río Ene	Senderistes	1 500 Ashaninka libérés	
[Mai 2014	Río Ene	Senderistes	102 corps	fosses communes]
(58) 17/12/96	Ambassade Japon, Lima	Militaires (Huántar*)	14 MRTA 2 milit + 1 civil	3/ assaut armée exécutions

[Sources : IF de la CVR (Anexo II, Tomo IV, Tomo V, Tomo VII, Tomo VIII),
Informes defensoriales, Defensoría del Pueblo, Lima,
Seguimiento de casos judicializables presentados por la CVR, IDEHPUCP, 2010,
 DESCO 1989, 2000. APRODEH, Lima.]

Tableau 2 : Synthèse des principaux massacres de la guerre au Pérou, selon les responsables

Responsables	Année	Lieu	Nombre de morts
Militaires	1983	Umasi	55
	1983	Caserne Totos	+300
	1983	Soccos	32
	1983-85	Los Cabitos	138
	1984	Vilca y Manta	30
	1984	Matamburu	33
	1984	Callqui	6
	1984	Huamanquiquia	18
	1984	Pucayacu I	99
	[1995	Pucayacu II	7]
	1984	Putis	123
	1985	Accomarca	62
	1985	Luriganchu	30
	1986	Prisons Lima	244
	1987-89	Base Capaya	35+18
	1988	Base S.Rosa	17-24
	1988	Cayara	39
	1989	Los Molinos	69
	1989	Pampacoris	25
	1989-94	Huallaga	1607
	1990	Chumbivilcas	13+8
	1990	Chilcahuayco	23-27
	1990-93	Univ.Centro	43+31
	1992	Apiza	32
	1992	Luriganchu	42
	1993	Tsiriri	72
	1996	Amb.Japon	17
PCP-SL	1982/87	Chungui	8+30+1381
	1982/84	Carhuanca	256
	1983	Lucanamarca	69
	1984	Soras	118
	1988	Aranhuay	21-29
	1989	Uchiza	13
	1989-95	Camps selva	+6000
	1989	Chongos	12
	1989	Cutivireni	13
	1989	Cutivireni	6
	1989	Paqcha	22
	1990	Satipo	76
	1990	Sonomoro	35-50
	1990	Mayapo	3+13+40
	1991	Satipo	[2800 libérés]
	1992	Huamanquiquia	18
	1992	Tarata	25
	1992	Huayao	47+53
	1994	Anapati	[2000 corps]
	1994	Río Ene	centaines corps
Milices +Militaires	1983	Yuracruz	9
	1983	Quispillacta	15
	1984	Lucmahuayco	53+10
	1984	Putcca	42
	1990	Naylamp	22+60
	1991	Sta Bárbara	15
Colina	1991	Barrios Altos	15
	1992	Santa	9
	1992	La Cantuta	10

Responsables	Année	Lieu	Nombre de morts
Milices	1983	Uchuraccay	8+2
	1989	Palcazu	dizaines de morts
	1993	Pichanaki	10

(Source : Tableau 1, IF de la CVR, DESCO 2000, APRODEH)

*

BIBLIOGRAPHIE

- AMERICAS WATCH, 1988, *Tolerating Abuses. Violations of Human Rights in Peru*, New York & Washington.
- AMNESTY INTERNATIONAL, 1987, *The Prison Massacres in Peru*, New York, Amnesty International.
- AMES Rolando, 1988, *Informe al Congreso sobre los sucesos de los penales*, Lima, OCISA.
- ARENDT Hannah (1951) 2002, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace and World. Trad. française de la seconde partie, *L'Impérialisme*, 1982. La première partie est intitulée *Sur l'antisémitisme*, et la troisième *Le système totalitaire*, Paris, Fayard, 1982.
- ARENDT Hannah (1969) 1972, *Du mensonge à la violence*, Paris, Seuil.
- BURT Jo-Marie (2007) 2009, *Violencia y autoritarismo en el Perú : bajo la sombra de Sendero y la dictadura de Fujimori*, Lima, IEP/SER.
- BURT Jo-Marie, 1998, Shining Path and the « Decisive Battle » in Lima's Barriadas : The Case of Villa El Salvador, in Steve STERN (éd.), *Shining and other Path : War and Society in Peru, 1980-1995*, Durham : Duke University Press : 267-306.
- BURT Jo-Marie, 2004, State-Making against Democracy : The Case of Fujimori's Peru, in J. M. BURT et Philip MAUCERI (éds.), *Politics in the Andes : Identity, Conflict, Reform*, Pittsburgh, University of Pittsburg Press : 247-268.
- BURT Jo-Marie, 2005, Plotting Fear. The Uses of terror in Peru, *NACLA Report on the Americas* n° 38, 6 : 32-37.
- BURT Jo-Marie, 2007, The Political Uses of terror. The Case of Peru, in Georges KASSIMERIS, (éd.), *Playing Politics with terrorism*, New York, Columbia University Press : 62-100.
- BURT Jo-Marie, 2009, Guilty as Charged : The Trial of Former Peruvian President Alberto Fujimori for Human Rights Violations, *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 3 : 384-405.
- COMISION DE EMERGENCIA ASHANINKA, 1995, *Voz indígena ashaninka*, octobre, Lima, UGL servicios gráficos.
- COMISION DE EMERGENCIA ASHANINKA, 1997, *Diagnóstico sobre la situación actual de la población de las comunidades afectadas por la violencia en la Selva central*, Equipo técnico multidisciplinario, Satipo, PRODEV/PROMUDEH-PAR/UE.
- COMISION DE LA VERDAD Y LA RECONCILIACIÓN, PERÚ (2004) 2009, *Hatun Willakuy. Versión abreviada del Informe final de la Comisión de la verdad y la reconciliación*, Lima, Navarrete.
- COMISION DE LA VERDAD Y LA RECONCILIACIÓN, PERÚ, 2003, *Informe final*, 9 tomos, Lima. <http://www.derechos.org/nizkor/peru/libros/cv/>
- COTLER Julio (1978) 2006, *Clases, estado y Nación en el Perú*, Lima, IEP.
- COTLER Julio, 1993, Descomposición política y autoritarismo en el Perú, *Documento de trabajo n°51*, IEP.
- DE LA CADENA Marisol, (2000) 2004, *Indígenas mestizos. Raza y cultura en el Cusco*, Lima, IEP.
- DE LA CADENA, Marisol, 2000, *Indigenous Mestizos. The Politics of Race and Culture in Cuzco, Peru, 1919-1991*, Durham & London, Duke University Press.
- DEFENSORÍA DEL PUEBLO, 2002a, Informe defensorial sobre presuntas fosas comunes con restos humanos en el paraje Ccarpaccas del Distrito de Totos, Provincia de Cangallo, Ayacucho, *Informe defensorial n°002-2202-DP/ADDHH*.
- DEFENSORÍA DEL PUEBLO, 2004a, Violencia política en el Perú : 1980-1996, un acercamiento desde la perspectiva de género, *Informe defensorial* n° 80.
- DEFENSORÍA DEL PUEBLO, sans date, Documento n° 080402-03, Ashaninka.
- DEGREGORI Carlos Ivan, (2000a) 2012, *La década de la anti-política. Auge y huida de Alberto Fujimori y Vladimiro Montesinos*, Lima, IEP.
- DEGREGORI Carlos Ivan et MELÉNDEZ, 2007, *El nacimiento de los otorongos. El congreso de la república durante los gobiernos de Alberto Fujimori (1990-2000)*, Lima, IEP.
- DEGREGORI Carlos Ivan, 1990, *El surgimiento de Sendero Luminoso. Ayacucho 1969-1979*, Lima, IEP.
- DEGREGORI Carlos Ivan, 2010, *Qué difícil es ser Dios. El Partido Comunista del Perú-Sendero Luminoso y el conflicto armado interno en el Perú : 1980-1999*, Lima, IEP.
- DEGREGORI Carlos Ivan, 1989b, Sendas peligrosas. La guerra del Comandante Huayhuaco, *Quehacer* 58 : 26-30.
- DEL PINO Ponciano, 1992, Los campesinos en la guerra o de cómo la gente comienza a ponerse macho, *Sepia IV : Perú, el problema agrario en debate*, Lima : 487-508.
- DEL PINO Ponciano, 1993, Los campesinos hacen suya la organización que inicialmente se impulsó, in ORIN STARN (éd.), *Hablan los ronderos. La búsqueda por la paz en los Andes*, Lima, IEP : 51-53.
- DEL PINO Ponciano, 2003, « Uchuraccay : memoria y representación de la violencia política en los Andes », in C. I. DEGREGORI (éd.), *Jamás tan cerca arremetió lo lejos. Memoria y violencia política en el Perú*, Lima, IEP : 49-93.
- DEL PINO Ponciano, 2007, Familia, cultura y « revolución ». Vida cotidiana en Sendero Luminoso, in Anne PÉROTIN-DUMON (éd.), *Historizar el pasado vivo en América latina, Perú : investigar veinte años de violencia reciente* : 1-45. [http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es_contenido.php].

- DENG Francis, 1996, *Internally displaced persons. Profiles in displacement : Peru*, Report of the Representative of the Secretary general, submitted to Commission of Human Rights resolution 1995/57, Commission on Human Rights, United Nations, Economic and Social Council.
- DESCO 1989, *Cronología de la Violencia política en el Perú, 1980-1988*, 2 Tomos, Lima, Tarea.
- DESCO 1994b, Los planes de Feliciano entre agosto y diciembre de 1994, *Reporte especial* 34 : 10-11. Voir aussi DESCO 1996b, Abimael pide a Feliciano : El partido debe proponer el Acuerdo de paz, *Reporte especial* 59 : 9-10.
- DESCO 2000, *Cronología de la Violencia política en el Perú, 1980-2000*, version digitale, Lima, Centro de documentación de la Defensoría del Pueblo.
- FLORES GALINDO Alberto (1986) 1999, *La tradición autoritaria. Violencia y democracia en el Perú*, Lima, APRODEH/SUR. Réédition en 2007, in *Obras completas*, VI, Lima, Sur, Casa de estudios del socialismo : 429-469.
- FLORES GALINDO Alberto (1988) 1996d, El exterminio y el recuerdo : la masacre de los penales, in *Obras completas*, IV, *Tiempo de plagas*, Lima, Sur, Casa de estudios del socialismo : 203-213.
- FUMERTON Mario, 2001, Rondas campesinas in the Peruvian Civil War : Peasant Self-defense organisations in Ayacucho, *Bulletin of Latin American Research* 20 (4) : 470-497.
- FUMERTON Mario, 2002, *From Victims to Heroes. Peasant counter-rebellion and Civil War in Ayacucho, Peru, 1980-2000*, Amsterdam, Rozenberg Publishers.
- GOLDHAGEN Daniel Jonah, 2012, *Pire que la guerre. Massacres et génocides au XXe siècle*, Paris, Fayard.
- GONZÁLES DE OLARTE Efraín, 1991, *Una economía bajo violencia, Perú 1980-1990*, Documento de trabajo n°40 IEP.
- GONZÁLES DE OLARTE Efraín, 1992, *La economía regional de Lima*, Lima, Consorcio de investigación económica et IEP.
- GONZÁLES José (1992) 1994, Guerrillas and Coca in the Upper Huallaga Valley, in David Scott PALMER (éd.), *The Shining Path of Peru*, New York : St. Martin's Press : 105-126.
- GONZÁLES Raúl, 1988a, Sendero, los problemas del campo, la ciudad y el MRTA, *Quehacer* n°50 : 46-63.
- GONZÁLES Raúl, 1988b, MRTA : la historia desconocida, *Quehacer* n°51 : 32-44.
- GORRITI Gustavo (1990) 2008, *Historia de la guerra milenaria en el Perú*, Lima, Editorial Apoyo.
- GORRITI Gustavo (1992) 1994a, Shining Path's Stalin and Trotsky, in David S. Palmer, *Shining Path of Peru* : 167-188.
- HENRIQUEZ Narda, 2006, *Cuestiones de género y poder en el conflicto armado en el Perú*, Lima, CONCYTEC.
- HÉRITIER Françoise (dir.), 1996, *De la violence I*, Paris, Odile Jacob.
- HÉRITIER Françoise (dir.), 1999, *De la violence II*, Paris, Odile Jacob.
- HISTORIA DEL CÓLERA EN EL PERÚ, *Acta médica peruana*, vol. 27 n°3, 2010.
<http://www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php>
- IDEHPUCP, Instituto de democracia y derechos humanos de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 2010, *Seguimiento de casos judicializables presentados por la CVR* [<http://www.pucp.edu.pe/idehpucp>].
www.pucp.edu.pe/idehpucp/images/documentos/justicia_ddhh/cuadro_resumen_cvr_julio2010.pdf
- INEI, 2009a, *Estado de la población peruana*, Lima.
- INEI, *Instituto nacional de estadística*, 1994, *Censo nacional 1993*, Lima, Dirección nacional de censos y encuestas.
- KLAREN Peter, 2000, *Peru, Society and Nationhood in the Andes*, New York, Oxford University Press.
- KLAREN Peter, 2008, *Nación y sociedad en la historia del Perú*, Lima, IEP.
- LEVI Primo, 1947, *Se questo è un uomo*, Torino, Einaudi. [Trad. française 1987].
- LEVI Primo, 1986, *I sommersi e i salvati*, Torino, Einaudi. [Trad. française 1989, Gallimard].
- MANRIQUE Nelson, 2002, *El tiempo del miedo. La violencia política en el Perú, 1980-1996*, Lima, Fondo editorial del Congreso del Perú.
- MÉNDEZ Cecilia, 2001, The Power of Naming, or the Construction of Ethnic and National Identities in Peru : Myth, History and the Iquichanos, *Past and Present*, n°171 : 127-160.
- MÉNDEZ Cecilia, 2002, *El poder del nombre, o la construcción de identidades étnicas y nacionales en el Perú. Mito e historia de los iquichanos*, Documento de trabajo n°115, Serie Historia, Lima, IEP.
- OLIART Patricia, 1998, Alberto Fujimori : The Man Peru needed ?, in STERN, Steve J. (éd.), 1998, *Shining and other Paths. War and Society in Peru, 1980-1995*, Durham & London, Duke University Press : 411-424.
- PEASE Henry, 2003, *La autocracia fujimorista. Del Estado intervencionista al Estado mafioso*, Lima, PUCP, Fondo de cultura económica.
- ROBIN AZEVEDO Valérie, 2014, ¿ Verdugo, héroe o víctima ? Memorias de un rondero campesino ayacuchano (Perú), *Bulletin de l'Institut français d'études andines* 43 (2): 245-264.
- ROJAS ZOLEZZI Enrique, 2008, Participación política de los pueblos indígenas de la Amazonía peruana, in *Scientia* (Universidad Ricardo Palma), vol. 10, n°10 : 113-137.

- SÉMELIN, Jacques, 2004, « Pensar las masacres », in Raynald BELAY *et alii.*, *Memorias en conflicto*, Lima, IFEA, IEP, Embajada de Francia en el Perú, Red para el desarrollo de las ciencias sociales : 51-67.
- SÉMELIN, Jacques, 2005, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil.
- TARAZONA-SEVILLANO Gabriela et John B. REUTER, 1990, *Sendero Luminoso and the Threat of Narcoterrorism*, New York, Praeger.
- THEIDON Kimberly, 2004, *Entre prójimos. El conflicto armado interno y la política de la reconciliación en el Perú*, Lima, IEP.
- TODOROV Tzvetan, 2013, Los usos de la memoria de Todorov, Traduit du français par M. Villasante, *Dossier Memoria* n°10. <http://idehpucp.pucp.edu.pe/wp-content/uploads/2012/09/Todorov.pdf>
- TODOROV Tzvetan, 2010, *Le siècle des totalitarismes*, Paris, Robert Laffont.
- VARGAS LLOSA Mario, Abraham GUZMÁN et Mario CASTRO, 1983, *Informe de la Comisión investigadora de los sucesos de Uchuraccay*, Lima, Editora Perú.
- www.pucp.edu.pe/idehpucp/index.php?option=com_content&view=article&id=152&catid=65:seguimiento-de-casos-cvr&Itemid=257
- VILLASANTE CERVELLO Mariella, 2015, *Le Grand récit de la guerre interne au Pérou, 1980-2000*, Paris, L'Harmattan. Traduction française du *Hatun Willakuy*, Version résumée du Rapport final de la Commission pour la vérité et la réconciliation, Pérou, 2003, 477 pp.
- VILLASANTE CERVELLO Mariella, (sous presse a), *Violence politique au Pérou, 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique et historique*, Paris, L'Harmattan.
- VILLASANTE CERVELLO Mariella (sous presse b) *Chronique de la guerre civile au Pérou, 1980-2000. Violence de masses en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan.
- VILLASANTE CERVELLO Mariella (en préparation) *La violencia senderista entre los Ashaninka de la selva central. Ensayo de antropología política*, Lima, 2016.
- VILLASANTE CERVELLO Mariella 2014e, Los Ashaninka y los sitios de entierro, <http://idehpucp.pucp.edu.pe/comunicaciones/opinion/los-ashaninka-y-los-sitios-de-entierro/> (Boletín del IDEHPUCP, juin)
- VILLASANTE CERVELLO Mariella 2014d, La violence de masse chez les Ashaninka du Pérou <http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article839>, Site Web MSH, 4 juin.
- VILLASANTE CERVELLO Mariella, 2012a, Violencia de masas del Partido comunista del Perú-Sendero Luminoso y campos de trabajo forzado entre los Ashaninka de la selva central, *Dossier de Memoria* n°9, IDEHPUCP, Lima, 78 pages.
- <http://idehpucp.pucp.edu.pe/wp-content/uploads/2012/09/Dossier.pdf>
- VILLASANTE CERVELLO Mariella, 1983, *Impacto del sisyema de habilitación y enganche en la organización comiunal y familiar de Betania, Río Tambo (Junín)*, Mémoire de Licence, Lima, PUCP.
- YOUNGERS Coletta, 2003, *Violencia política y sociedad civil en el Perú : historia de la Coordinadora nacional de Derechos humanos en el Perú*, Lima, IEP.

Liens d'intérêt :

- Centro de informacion para la memoria colectiva y los derechos humanos, <http://www.defensoria.gob.pe/cinfo.php>. Catalogo en línea
- <http://www.memoriapara losderechos humanos.pe/pedido/index.jsp>
- CVR, Yuyanapaq : http://www2.memoriapara losderechos humanos.org/apublicas/galeria/list_imagenes.php
- Equipo forense especializado, Instituto de medicina legal del Ministerio Público : www.mpfm.gob.pe/iml/new_ddhh_iml.php;
- Equipo peruano de antropología forense : www.derechos humanos.pe/2010/09/03/epaf-gobierno-peruano-limita-investigaciones-de-crime nes-de-lesa-humanidad, www.epafperu.org
- Instituto democracia y derechos humanos, IDEHPUCP : www.pucp.edu.pe/idehpucp
- Sentence Abimael Guzmán, le 13 octobre 2006, www.icj.org/IMG/GuzmanDecision.pdf
- Sentence Alberto Fujimori, entérinée le 30 décembre 2009 : www.juicioysancionafujimori.org/documentos/sentencias;
- voir aussi la Note de presse : www.aprodeh.org.pe
